

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 431 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 431
Mai - Juin 1995
32^e année

DANS CE NUMERO

-L'«extrême»-gauche et les élections
-Contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, une seule voie : Celle de la lutte de classe, celle de la reconstitution du Parti Communiste Mondial, celle de la révolution communiste internationale
-Lénine sur le chemin de la révolution (Fin)
-Guerres et crises opportunistes
-Italie: Quel avenir pour la classe ouvrière?

Le vrai responsable des crimes racistes, c'est l'Etat bourgeois

Après l'assassinat du jeune comorien Ibrahim Ali par des colleurs d'affiche du Front National à Marseille, des sympathisants du F.N. ont donc récidivé à Paris lors de la manifestation de cette organisation le 1er mai en jetant à la Seine Brahim Bouraam. Entre-temps d'autres sympathisants, qui «venaient d'assurer la sécurité d'un meeting du Front National» s'étaient fait passer à Nanterre pour des policiers, pour tenter de faire un contrôle d'identité sur une algérienne, menottes à l'appui.

Ces différents crimes - ainsi que d'autres exactions comme les ratonnades de contre-manifestants à Auch par les gros bras du Front - ont suscité une colère légitime contre le Front National et ses dirigeants, qui ont essayé de les banaliser en parlant d'«incidents malheureux» (mais inévitables, naturels dans une grande ville, puisque Le Pen les comparait à la pluie qu'on ne peut empêcher...) voire de «légitime défense». Le fait que le F.N., pour essayer de retrouver l'image de parti bourgeois responsable qu'il recherche, ait collaboré avec la police pour identifier les auteurs du crime de Paris ne peut en aucune façon le dédouaner de sa responsabilité au moins politique dans ses assassinats.

Mais la colère et l'indignation contre le Front ont été à nouveau cyniquement détournées au profit de l'ordre établi, des grands partis qui se sont succédés à la tête de l'Etat bourgeois et de cet Etat lui-même. A Paris comme à Marseille on a vu rôder sur les lieux du crime des responsables et des complices de l'accroissement du sentiment d'hostilité et de haine envers les étrangers sans lequel aucun de ces crimes n'aurait lieu; des gens qui ont

(Suite en page 4)

UNE NECESSITE POUR LA LUTTE PROLETARIENNE: ROMPRE AVEC LA POLITIQUE BOURGEOISE ET TOUS SES FIGURANTS!

LES ELECTIONS SONT TERMINEES, LA CAUSE PROLETARIENNE N'A PAS AVANCE D'UN MILLIMETRE

Pour le vingtième anniversaire de sa participation aux élections, Lutte Ouvrière a donc remporté un succès incontestable: plus d'un million et demi de voix (soit plus de 5% des suffrages exprimés), avec des scores qui dépassent parfois ceux du PCF (comme à Paris où L.O. fait 4,83 % et le PC 4,68 %). Le PCF a certes progressé depuis les dernières consultations électorales, mais il a cependant perdu des voix au profit de L.O.: certains de ses électeurs ont été davantage séduits par le discours plus radical d'Arlette que par les déclarations de soutien aux PME-PMI de Hue. Au point que pour contrer Arlette, Hue (comme d'ailleurs Voynet) a été contraint de «gauchir» quelque peu son discours!

Ces faits, avec également les gestes

sociaux d'un Chirac, sont le reflet, dans cette arène terriblement déformante que sont les élections, du malaise social croissant (le très bourgeois quotidien économique «La Tribune Desfossés» parlant même dans son n° du 24/4 de «crise sociale»). En témoigne aussi, à l'autre pôle de l'échiquier politique, le score de Le Pen, en nette progression par rapport aux dernières élections, et qui améliore légèrement son score de 1988. Toute une partie de la petite-bourgeoisie commerçante, des artisans, des classes moyennes, mais aussi de l'aristocratie ouvrière se sent menacée de prolétarianisation ou de dégradation de ses conditions de vie. Contre cette menace bien tangible - qui n'est pas une menace envers on ne sait quelle fumeuse «identité française», mais la menace envers un statut social et des privilèges même minimes parfois, mais qui la distinguent de la masse prolétarienne, cette couche de la population finalement as-

sez large en dépit de son hétérogénéité, aspire à un pouvoir fort qui garantisse le statu-quo social. Elle communique dans le mépris et la haine du travailleur immigré, sentiments qui sont en fait l'expression de son mépris des prolétaires les plus exploités et de sa crainte d'être rabaissée à leur niveau.

Les prolétaires conscients ne doivent pas voir dans l'inévitable progression des thèses d'extrême-droite dans ces milieux à mesure que s'approfondissent la crise et le malaise social, un motif de découragement, et encore moins une raison pour se résigner, comme le soufflent les bourgeois et tous leurs larbins, à la défense au nom de l'«anti-fascisme» d'une forme particulière, dite démocratique, de la domination bourgeoise. Non! Parce que c'est au contraire le signe avant-coureur que les contradictions sociales

(Suite en page 2)

Offensive anti-prolétarienne aux Etats-Unis

Depuis de nombreux mois une offensive anti-prolétarienne de grande ampleur s'accroît aux Etats-Unis, surtout après les dernières élections législatives qui ont vu la conquête par les Républicains de la majorité au parlement et l'accession de personnalités d'extrême droite à des postes de responsabilité. Précisons tout de suite pour ne pas laisser planer d'ambiguïté sur ce que

Les leaders de la nouvelle majorité ont commencé à traduire dans les faits leur programme «révolutionnaire», dit «Le Contrat avec l'Amérique», de réduction du poids de l'Etat, par la diminution des impôts et des taxes affectant en particulier les entreprises, et la réduction des dépenses de l'Etat. Pour ces messieurs le fardeau intolérable qui pèse sur l'économie du pays est le «welfare state» (l'Etat providence) constitué par les programmes d'assistance sociale et d'aide aux plus démunis mis en place depuis une soixantaine d'années. Selon eux, au lieu de réduire la pauvreté, ces dispositifs l'entretenaient en quelque sorte: les allocations chômage trop généreuses dissuaderaient ces feignants de chômeurs de chercher un travail, les allocations familiales seraient responsables de la multiplication des mères célibataires en poussant les jeunes filles à se faire engrosser par le premier venu, etc.! Un de leur premier objectif a été la suppression des

représente la «grande démocratie américaine», qu'à peine un peu plus du tiers (38,7%) des personnes en âge de voter ont jugé utile de participer aux élections: même si cela ne se traduit pas en une conscience politique de classe, les prolétaires américains savent d'expérience qu'ils n'ont pas grand chose à attendre des politiciens et de la farce électorale.

subventions gouvernementales aux cantines scolaires; elles ont été «remplacées» par une réduction d'impôts de 500 \$ (2500 FF) par enfant pour les familles ayant un revenu égal ou inférieur à 200.000 \$ (1.000.000 FF). Les grands perdants sont bien entendu les couches les plus défavorisées qui ne bénéficieront pas de ces allègements fiscaux car leurs revenus sont trop faibles pour payer des impôts.

La cible suivante a été les allocations familiales aux mères célibataires (AFDC). Dans la propagande réactionnaire les mères célibataires vivant de l'assistance sociale seraient des adolescentes écervelées et sans moralité, alors qu'en réalité les statistiques officielles montrent que les filles de moins de 18 ans ne représentent que 0,8% de ces 3.800.000 mères célibataires. Les Républicains veulent carrément supprimer toute allocation (ainsi que toute aide au logement) aux filles mères de moins de 18 ans et limiter à deux ans

par enfant (et à un total de 5 ans par femme) le versement de ces allocations. Parmi leurs autres projets il y a le plafonnement des dépenses sociales, la diminution des aides sociales aux immigrants légaux, le transfert des systèmes d'aide alimentaire à la responsabilité des différents Etats après leur réduction de 5% et la fin de leur attribution automatique, la diminution des aides au logement, etc., sans compter la privatisation de nombreux services ou institutions d'Etat, la réduction des réglementations nationales et des lois protégeant les consommateurs, etc.

Toutes ces mesures ne sont pas encore passées car dans le système politique américain l'accord du président est nécessaire. Mais le parti Démocrate, censé être le défenseur des pauvres et «l'ami des travailleurs» est en fait d'accord avec le parti Républicain

(Suite en page 5)

UNE NECESSITE POUR LA LUTTE PROLETARIENNE: ROMPRE AVEC LA POLITIQUE BOURGEOISE ET TOUS SES FIGURANTS!

(Suite de la page 1)

deviennent plus aiguës et que se rapprochent les temps des grands affrontements de classe, ils doivent y trouver un encouragement pressant à travailler à la reconquête de l'indépendance de classe du prolétariat et à la reconstitution de son organe vital, le parti de classe révolutionnaire.

La *souape de sécurité* du crique électoral a bien fonctionné une fois encore, même si, fait à souligner, la triste tradition de la *trêve électorale* des luttes a été en partie battue en brèche. Chacun a pu «s'exprimer» dans les urnes, avec le sentiment ou l'espoir, sinon de changer les choses, de «barrer la route à la droite», au moins d'être entendu, avant de retourner à l'exploitation quotidienne, Grosjean comme devant. Les élections ne sont pas seulement une parenthèse sans grande conséquence. En permanence elles font miroiter aux yeux des masses l'illusion qu'il serait possible, à condition de choisir le bon parti, ou le bon candidat, d'arriver un jour sans effort, sans luttes, sans drames, bref sans risques, d'améliorer leur sort: c'est en cela qu'elles sont le plus grand et le plus puissant antidote à la lutte de classe dont dispose la bourgeoisie.

Les milieux dirigeants de la bourgeoisie n'ont donc pas jugé qu'un troisième septennat socialiste, avec un PS usé jusqu'à la corde, présente suffisamment d'avantages que ce soit sur le plan du maintien du consensus social, de l'orientation économique ou de la politique extérieure (1). Si crise sociale il y a, elle n'est pas considérée par les bourgeois brûlantes au point de mettre à contribution, directement et en première ligne, les pompiers sociaux habituels. Dans l'opposition le PS pourra se requinquer, préparer une nouvelle «alternative de gauche» pour les futures échéances électorales afin de canaliser l'inévitable mécontentement des travailleurs, tout en sabotant du mieux possible, avec son compère du PCF, les luttes qui ne manqueront pas d'éclater.

LES FAUSSES SOLUTIONS DE LUTTE OUVRIERE

Lutte Ouvrière prétend ne pas être dupe. D'ailleurs n'a-t-elle pas refusé d'appeler à voter pour Jospin au second tour, à la différence de ce qu'elle faisait rituellement jusqu'en 1988? Mais ce refus, en fait plus qu'ambigu (2) de soutenir Jospin est en réalité, comme en 1988, un appel de pied aux membres et sympathisants nombreux du PCF qui renâclent à un rapprochement avec le PS, et non l'affirmation claire et nette que ces deux organisations réformistes, sont l'une comme l'autre des adversaires résolus de l'émancipation prolétarienne, des partisans enthousiastes du mode de production capitaliste et des défenseurs fanatiques de l'Etat bourgeois. C'est ainsi qu'on peut lire dans «L'éditorial d'Arlette Laguiller» du 5 mai (L.O. n° 1400): «Robert Hue a déclaré au soir du 1er tour que les 2.600.000 voix qui se sont portées sur son nom "vont constituer un point d'appui pour le développement des luttes sociales indispensables". Ce pourrait être vrai, mais ce n'est pas avec le Parti Socialiste que les militants communistes (sic!) pourront faire

cela. Tout au plus pourraient-ils servir d'appui aux municipales à des candidats socialistes dont beaucoup (re-sic!) ne représentent pas plus les intérêts des travailleurs que les candidats de droite. Par contre c'est avec nous, Lutte Ouvrière, qu'ils pourraient être un véritable point d'appui pour les luttes sociales, car s'ils peuvent le faire avec 2.600.000 électeurs, ils pourraient le faire encore plus avec le renfort des 1.600.000 qui ont voté pour moi.

C'est justement pour permettre cette unité qu'il manque, à côté du Parti Communiste, un parti représentant vraiment les intérêts politiques de l'ensemble des travailleurs, des chômeurs, des jeunes et des exclus. C'est pourquoi Lutte Ouvrière appelle tous ceux qui ont voté pour ma candidature au premier tour, à prendre contact avec moi pour aider à créer un tel parti, plus que jamais nécessaire.

Créer un parti politique pour faire l'unité avec le PCF! C'est encore plus fort que de croire et faire croire que les bulletins de vote peuvent être des points d'appui aux luttes sociales...

Dans sa lutte contre les «kautskistes» qui, comme Arlette et ses camarades, préconisaient l'unité avec les réformistes social-chauvins (les «opportunistes»), Lénine disait à l'inverse: «Dans les pays impérialistes d'Europe vous vous faites les valets des opportunistes qui sont étrangers au prolétariat, en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents, les conducteurs d'influence de la bourgeoisie; et le mouvement ouvrier, s'il ne réussit pas à se débarrasser de ces gens-là restera un mouvement ouvrier bourgeois. Quand vous prêchez "l'union" avec les opportunistes (...) ce que vous défendez objectivement c'est l'asservissement des ouvriers à la bourgeoisie impérialiste par l'intermédiaire de ses meilleurs agents dans le mouvement ouvrier» (souligné dans le texte) (3).

Le PCF et tous les candidats socialistes sont-ils autre chose que ces «opportunistes», agents de la bourgeoisie, flétris par Lénine comme partis ouvriers bourgeois? La réponse ne fait pas de doute. Sans remonter à des dizaines d'années en arrière, au temps où les staliniens massacraient les révolutionnaires et les ouvriers combattifs ou les enrôlait dans la guerre impérialiste, il suffit de se demander la période du gouvernement de gauche pour savoir quels intérêts fondamentaux, le PCF, tout autant que le PS, servait dans les institutions gouvernementales de l'impérialisme français. Ou il suffit de considérer que hors du gouvernement l'influence du PCF n'a jamais servi de point d'appui qu'à l'étouffement ou au dévoiement des luttes ouvrières. Hue, lui-même, a conquis ses titres de «gloire» en se livrant à l'expulsion de travailleurs immigrés dans sa commune sous le fallacieux prétexte de lutte contre la drogue...

Si le PCF est bien, comme c'est indéniable un parti ouvrier bourgeois, alors l'indication de Lénine reste valable: «C'est un fait que des "partis ouvriers bourgeois" en tant que phénomène politique se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés et que sans une lutte résolue, impitoyable, sur toute la ligne contre ces partis - ou contre les groupes, les tendances analogues - il ne peut être question ni

de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste». Quant à l'argument du nombre, des masses, qui suivraient (ou qui... voteraient pour) les opportunistes, Lénine répond: «Il ne s'agit pas de savoir combien de membres compte l'organisation, mais quelle est la signification réelle de sa politique: celle-ci représente-t-elle à bon droit les masses, sert-elle les intérêts des masses, c'est-à-dire prépare-t-elle l'affranchissement des masses opprimées par le capitalisme ou représente-t-elle les intérêts de la minorité, l'accord de celle-ci avec le capitalisme?»

Lutte Ouvrière ne se soucie nullement de poser ces questions embarrassantes, car elle refuse absolument de mener une «lutte impitoyable» contre le réformisme - et pour cause! Nous avons montré dans le dernier numéro du journal qu'elle diffuse les mensonges réformistes sur l'Etat en faisant croire que celui-ci peut être autre chose que l'instrument du capitalisme. Dans la dernière phase de sa campagne électorale, L.O. a mis en avant la perspective d'un «plan d'urgence» qui n'est qu'une nouvelle démonstration de son orientation réformiste. Mélangeant quelques rares revendications économiques immédiates (essentiellement les 1500 F d'augmentation) à des recettes typiquement bourgeoises de relance économique (les grands travaux, les services publics) et à des mots d'ordre illusoire trotskystes (ouverture des livres de compte, déclarations des revenus des bourgeois), il ne se présente pas comme un plan d'action, un ensemble de revendications ouvertement définies comme ne pouvant être obtenues que par la lutte prolétarienne, mais comme le programme d'une autre politique qui pourrait être appliquée par l'Etat actuel!

Selon les explications de L.O. c'est une *mauvaise politique* qui est responsable des difficultés des travailleurs, il suffit donc de «changer de politique», d'«arrêter cette politique qui fabrique des chômeurs et qui fabrique des exclus» en faisant pression sur l'Etat: lutte révolutionnaire, insurrection, prise du pouvoir, démantèlement de l'Etat bourgeois, dictature du prolétariat, tous ces concepts qui sont fondamentaux pour l'émancipation de classe ouvrière selon le marxisme et distingue celui-ci du réformisme, sont pudiquement passés sous silence par L.O., c'est-à-dire sont en fait remiés:

De même en présentant sa perspective de la création d'un grand parti, L.O. en profite pour affirmer bien haut qu'elle reste fidèle aux «idées communistes» à la différence des autres groupes d'extrême-gauche, à la recherche de «raccourcis» pour construire le parti révolutionnaire et qui ont renoncé à ces idées pour s'adapter aux milieux dans lesquels ils militent. Mais cette perspective de L.O. n'est rien d'autre que la constitution d'un parti-auberge espagnole dans lequel elle tiendrait «toute sa place (?)», en tant que marxiste révolutionnaire, un parti qui ne serait pas spécifiquement révolutionnaire, un parti de type social-démocrate, rassemblant les gens les plus divers. Dans son n° 401, L.O. explique que sa perspective est la même qu'après 68 où elle avait en vue la constitution d'un parti «se réclamant du mouvement de mai» (allant, comme elle le disait alors, «des libertaires aux bordiguistes») «dans lequel chaque courant aurait pu essayer de faire prévaloir ses idées» et «rassemblant peut-être des dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs et d'étudiants».

Un parti se définit par son programme, ce n'est pas un club de discussion

(Lénine): c'est là aussi une leçon non secondaire de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire et des partis dans lesquels il s'est successivement incarné. Vouloir rassembler des courants qui se sont séparés et combattus historiquement revient à vouloir liquider l'expérience de ces séparations, le bilan qui en a été tiré et qui a été consigné dans le programme théorique et politique du communisme, dans le seul but de rassembler le plus grand nombre. Tiré à hue et à dia par ses diverses composantes un tel parti serait paralysé avant même de commencer à agir, car il n'aurait aucun programme pour diriger son action. Si L.O. n'y a pas songé, c'est que pour elle le programme n'est rien, le nombre est tout. Et elle démontre ainsi qu'elle n'a rien de communiste et qu'elle se fait dicter son action par d'autres, par les forces dominantes, par les réformistes. Pour les communistes, disait encore Lénine, mieux vaut rester deux avec Liebknecht que des milliers avec l'opportunisme; c'est-à-dire mieux vaut rester complètement isolé sur des positions révolutionnaires - parce que plus tard, lorsque la situation inévitablement deviendra révolutionnaire, ces positions seront décisives pour la victoire - que sacrifier l'avenir à la recherche d'un «succès» momentané.

C'est cette leçon-là que le trotskysme, dans toutes ses composantes, n'a jamais été capable de comprendre et d'assimiler, ce qui l'a conduit à se transformer en courant *centriste*, définitivement suiviste par rapport au réformisme.

C'est cette leçon qui donne la seule perspective sûre, la seule perspective réaliste: la perspective du travail pour la reconstitution, sur la seule base du programme communiste invariant et en rupture totale avec toutes les suggestions de la politique bourgeoise, démocratique et électoraliste, du futur Parti Communiste Mondial, indispensable pour diriger le prolétariat dans les grands combats de classe de demain et pour le guider vers la révolution et l'instauration de sa dictature de classe.

(1) Delors, donné gagnant haut-la-main a renoncé parce que, selon ses propres termes, il n'avait pas reçu le soutien de «chefs d'entreprise, de syndicalistes, d'acteurs de la vie économique et sociale», bref des cercles influents de la bourgeoisie (les syndicalistes - les chefs syndicaux - sont glissés là dans un but essentiellement décoratif).

(2) L.O. écrit textuellement (n°1399): «Nous ne voulons pas empêcher les travailleurs et l'électorat de gauche de voter Lionel Jospin et nous ne ferons rien pour cela. Nous n'appellerons donc pas à l'abstention. Mais nous n'appellerons pas non plus à voter pour Lionel Jospin qui est (...) un représentant du patronat». Ni pour, ni contre... Classique hypocrisie du centrisme qui a horreur des positions trop claires et trop tranchées!

(3) cf «L'impérialisme et la scission du socialisme», 1916.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE
DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-
VOUS, SOUSCRIVEZ !

L'«extrême»-gauche et les élections

Cette année seule «Lutte Ouvrière» a occupé la scène électorale «à la gauche de la gauche» et nous leur consacrons un article à part. Alors qu'en 1988 il avait présenté son dirigeant - Pierre Boussel, alias «Lambert» - le PT (Parti des Travailleurs) n'a cette fois-ci pas pris part aux élections présidentielles (1); il a même préconisé l'abstention ou le vote blanc. Mais cela ne signifie en aucune façon que le PT ait rompu avec le démocratisme forcé qui le caractérise. Sa justification officielle à la non-participation à la présidentielle est qu'il s'agit d'une élection «non-démocratique» et il reprend sa vieille marotte d'une «Assemblée constituante souveraine» qui «liquide» les Institutions anti-démocratiques de la Vème République...

Les communistes véritables sont bien des adversaires de la Vème République, mais non parce qu'elle serait insuffisamment démocratique en diminuant le rôle du Parlement; ils en sont des adversaires parce qu'il s'agit d'une institution de l'Etat bourgeois et qu'ils militent pour son renversement révolutionnaire et l'instauration à sa place de la dictature du prolétariat. Lénine et tous les marxistes ont expliqué d'innombrables fois que la plus démocratique des républiques bourgeoises n'est jamais qu'une forme de la dictature bourgeoise. C'est précisément cette vérité que les partis bourgeois avec leurs valets réformistes et tous leurs complices s'efforcent de dissimuler aux prolétaires. Le PT participe de toutes ses forces à cette action contre-révolutionnaire.

La LCR, elle, s'est trouvée bien embarrassée. Une minorité nostalgique voulait une candidature de Krivine; la majorité voulait soutenir une candidature d'union dans la perspective de constitution d'un parti réformiste nouveau, plus attrayant que les PS et PCF. Malheureusement personne ne voulut

s'unir à la LCR: ni les socialistes dissidents de Chevènement, ni les déçus du PCF, ni les écologistes de Voynet. Après ces échecs successifs, la LCR se trouva même incapable d'arrêter une position commune à toute l'organisation: tous étaient sans doute d'accord pour appeler les prolétaires à participer au cirque électoral, mais une tendance voulait soutenir Arlette, une autre Voynet, une autre encore Hue... Finalement la décision fut de laisser l'électeur choisir qui il voulait, étant bien entendu qu'au second tour il faudrait «battre la droite». La déliquescence politique accélérée de la LCR fait qu'on peut se demander combien de temps encore, non seulement elle va continuer à arborer l'appellation «communiste révolutionnaire» - incongrue depuis toujours - mais elle va continuer à exister en tant qu'organisation. D'ailleurs les plus lucides ont déjà rejoint le bercail social-démocrate.

«Battre la droite» c'est aussi le slogan de «Socialisme International». SI peut bien se payer le luxe de critiquer LO parce qu'Arlette a déclaré que «son programme n'est ni la révolution, ni la dictature mais un plan d'urgence», son programme à lui est de ramener les travailleurs à la remorque des organisations contre-révolutionnaires, pro-capitalistes, de «gauche», en essayant de faire croire que ces partis et organisations peuvent se mettre au service des prolétaires si l'on fait pression sur eux. En bon flanc-garde de l'opportunisme (pour reprendre les termes des bolchéviks), SI s'efforce de combler la fracture croissante entre les travailleurs les plus combattifs et les appareils de la collaboration des classes.

«Le Bolchévik» (LTF) condamne les autres organisations trotskistes et appelle justement à l'indépendance de classe du prolétariat dont elles font bon marché. Son slogan est: «Gouvernement ouvrier». Lorsque l'Internationale

Communiste inaugura ce mot d'ordre, la Gauche Communiste - dirigeant alors le PC d'Italie - s'éleva contre son caractère ambigu: signifiait-il accession au gouvernement de l'Etat bourgeois de «partis ouvriers» (avec ou non le Parti communiste) ou était-ce un synonyme commode de dictature du prolétariat? Il s'avéra bien vite que s'était la première alternative qu'était appliquée avec ses inévitables résultats désastreux.

«Le Bolchévik» ne le précise pas explicitement, mais c'est bien ainsi qu'il utilise ce slogan. En effet, tout en affirmant fièrement ne pas avoir appelé à voter Mitterrand en 81, il avoue qu'il avait décidé... d'appeler à voter Marchais parce que le PCF avait rompu avec le PSI. Le PCF était-il alors devenu «indépendant de la bourgeoisie»? Avait-il cessé d'être contre-révolutionnaire? La meilleure preuve que non, c'est que nos pseudo-bolchéviks déclarèrent qu'ils durent renoncer à soutenir Marchais après que l'attaque des bulldozers d'un foyer de travailleurs immigrés par une municipalité PCF ait rendu ce soutien difficile à faire passer... Mais des gens qui se glorifient encore aujourd'hui d'avoir salué le coup d'Etat antiprolétarien de Jaruzelski en Pologne ou l'intervention impérialiste russe en Afghanistan, n'auront pas de difficultés demain à soutenir de nouveau des partis «ouvriers bourgeois».

Les maoïstes de «Partisan» ont décidé cette année de soutenir Arlette Laguiller après avoir soutenu Mitterrand en 81 (mais paraît-il tout en affirmant que «gauche = droite» !?), appelé à l'abstention en 88 et préconisé depuis le vote nul (une tactique vraiment nulle, celle-là, fruit de l'électorisme à la puissance ultime). Il y a une explication à ces contorsions (que «Partisan» en bon héritier du stalinisme baptise souplesse tactique), un fil conducteur invariant: non «la déli-

mitation d'un camp ouvrier» comme disent nos maoïstes, mais tout simplement l'adaptation passive au courant dominant, le suivisme congénital de toute l'«extrême»-gauche centriste, quelle que soit son origine politique.

Pour conclure ce coup d'oeil rapide, il nous faut donc constater que ces prétendus révolutionnaires (2), malgré les critiques qu'ils s'adressent les uns les autres, sont tous persuadés - même quand ils ne l'avouent pas - que le terrain électorale est un terrain de lutte utile, important, voire crucial pour le prolétariat, alors que ce terrain truqué ne peut servir qu'à la conservation sociale. Participant ainsi à la persistance des fatales illusions électorales et démocratiques, ils appellent en outre tous - de façon sans doute variable, mais ce n'est pas ce qui est important - le prolétariat à faire bloc avec l'une ou l'autre des grandes forces réformistes, ces agents du capitalisme au sein de la classe ouvrière, comme disait Lénine.

Ils constituent donc tous autant d'obstacles à la renaissance de l'indépendance de classe du prolétariat, autant de fausses solutions au problème de la reconstitution du parti de classe: la reconstitution de ce parti communiste révolutionnaire devra se faire contre eux, contre leurs programmes, leurs orientations, leurs tactiques qui tournent le dos au communisme véritable.

(1) Cette année-là, le MPTT avait reçu le soutien «démocratique» du RPR pour avoir son contingent de signatures. En remerciement il avait appelé à l'abstention au 2ème tour, rompant avec de longues années de soutien électorale à la social-démocratie...

(2) Nous nous contentons ici de passer en revue les principaux groupes trotskystes et maoïstes.

Contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, une seule voie :

Celle de la lutte de classe, celle de la reconstitution du Parti Communiste Mondial, celle de la révolution communiste internationale

Nous publions ci-dessous le tract distribué en Suisse par nos camarades lors des «manifestations» du 1er mai

Même si le 1er mai a perdu depuis longtemps toute valeur comme journée de lutte du prolétariat international, tellement l'opportunisme et le réformisme l'ont vidé de toute sa substance de classe au cours de leur longue domination politique et organisationnelle sur le prolétariat, il reste une occasion de rappeler quelles sont les bases du marxisme révolutionnaire et d'indiquer à un prolétariat aujourd'hui complètement désorienté dans quelle direction il doit canaliser son énergie de classe.

Tout le monde capitaliste est secoué par des crises économiques incessantes, par des remises en question presque quotidiennes des équilibres entre les grandes puissances impérialistes et par des guerres locales nationalistes meurtrières. Le capitalisme mondial a pu endiguer jusqu'à un certain point les poussées sauvages du renversement des équilibres économiques, politiques et militaires hé-

rités de l'après-guerre, en usant de toutes les armes, économiques, financières et militaires. Après une période d'exploitation forcée des marchés des pays «en voie de développement», aboutissant à plonger le prolétariat et les masses laborieuses de ces pays dans la pire des misères, et après une seconde période d'économie droguée, où la spéculation financière et l'aventurisme immobilier tenaient lieu de nouveau credo des chantes de la société bourgeoise, le capitalisme mondial, confronté à l'effondrement du bloc de l'Est, se trouve dans une situation de plus grand déséquilibre et instabilité. Cette situation a contraint les grandes puissances impérialistes à une lutte encore plus opiniâtre pour le contrôle des anciens et nouveaux marchés et de ses zones d'influence, en utilisant jusqu'aux moyens militaires les plus impressionnants, comme l'a montré l'intervention contre l'Irak pour sauver les champs de pétrole de la mainmise d'un pays jugé trop hostile au gendarme américain.

Toutes les drogues absorbées par le capitalisme mondial pour tenter de sur-

monter ses ineffables contradictions n'ont abouti qu'à amplifier le mal, qu'à accumuler des contradictions toujours plus fortes, toujours moins résorbables par les voies pacifiques. Aujourd'hui l'ouverture de nouveaux marchés à l'Est, la Chine en premier lieu et les anciens pays du bloc russe d'autre part, est présentée comme la nouvelle planche de salut du capitalisme. En fait la ruée du capital vers ces nouvelles aires en friche, si elle permet dans l'immédiat la réalisation de nouveaux profits, exacerbe surtout la concurrence des capitaux entre eux et, en modifiant la cartographie de l'économie mondiale, attise les antagonismes locaux et entre les grandes puissances impérialistes.

Il est donc loin le temps où, il y a juste 20 ans, la bourgeoisie, confronté à la première grande crise depuis la dernière guerre, faisait croire à l'accident de parcours dans un monde qui devait redevenir harmonieux. Les prolétaires ont été les premières victimes de cette crise mondiale, mais contrairement à ce que les orientations politiques mécanistes avaient

pu envisager, cette lente descente aux enfers de la classe ouvrière ne s'est pas accompagnée d'une réaction de défense de ses intérêts, n'a pas favorisé son organisation classiste sur un terrain de lutte directe, n'a pas unifié ses rangs, n'a pas créé de vaste mouvement de solidarité.

Les grèves, premier indice de la capacité du prolétariat à se défendre, malgré quelques magnifiques mouvements, tels ceux des mineurs anglais ou des ouvriers polonais, ne se sont pas amplifiés, elles ont inexorablement reculées en nombre et en puissance. La bourgeoisie a su en effet utiliser à fond le long capital d'influence du réformisme sur la classe ouvrière et les illusions de la démocratie bourgeoise, pour détourner et anesthésier toutes vellétés de lutte des prolétaires. Le résultat est aujourd'hui catastrophique pour le prolétariat, faute d'avoir pu se défendre par ses propres armes de classe, il se retrouve atomisé et isolé face aux attaques incessantes du capital sur ses conditions de vie et de travail.

(Suite en page 4)

Contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, une seule voie : Celle de la lutte de classe, celle de la reconstitution du Parti Communiste Mondial, celle de la révolution communiste internationale

(Suite de la page 3)

Romp sans concession avec le réformisme de droite comme de gauche

Même si, en ayant dans de nombreux pays assumé les tâches gouvernementales, agit avec acharnement pour défendre les intérêts du capitalisme national et imposé austerité et sacrifices aux prolétaires, le réformisme souffre aujourd'hui de discrédit pour toutes ces années de «responsabilité», il n'en reste pas moins une des principales composantes de la bourgeoisie pour dévoyer les prolétaires de leurs intérêts de classe. En Suisse, les prolétaires savent cela depuis longtemps, eux qui subissent depuis environ 40 ans un gouvernement bourgeois auquel participe en «collégialité» le PS, qui se fait d'ailleurs remarquer en ce moment par sa conseillère nationale Ruth Dreifuss, ardente défenderesse de l'élévation à 64 ans de l'âge de la retraite des femmes!

Mais pour faire face à ce discrédit, de nouveaux réformismes prennent forme: «plus à gauche», «alternatif» de toutes les couleurs, etc... Loin de représenter un quelconque espoir pour les prolétaires toutes ces «nouveau» politiques sont en train d'occuper l'espace laissé vacant par le réformisme traditionnel trop occupé aux tâches gouvernementales et donc de plus en plus incapable de jouer ce rôle de pompier sociaux qui lui était dévolu historiquement.

En dépit des difficultés économiques et politiques que rencontre la bourgeoisie, elle ne manque donc pas de fausses alternatives à faire miroiter aux prolétaires pour obtenir leur consentement aux sacrifices et à une exploitation toujours plus forcenée. Ce n'est d'ailleurs pas seulement sur son flanc gauche qu'elle les trouve, d'autres possibilités s'offre à elle: celles de la mobilisation du prolétariat national sur le terrain du chauvinisme extrême, du racisme et de la xénophobie. Mais combattre l'extrême-droite, les formations ultra-nationalistes et racistes en agitant le flambeau de la démocratie ou des droits de l'homme n'est pas la solution! Le fascisme et la démocratie ne sont pas antagoniques mais complémentaires et alternent historiquement au gré des nécessités de l'ordre bourgeois, réussissant parfois à se marier dans un système réunissant les formes et les structures de la démocratie bourgeoise parlementaire avec la réaction militaire, policière répressive la plus féroce (exemple: la Turquie).

La nécessité de la reprise de la lutte de classe et de la construction du parti communiste mondial

Qu'aucun prolétaire ne se fasse d'illusion, il n'existe pas, dans le cadre même du capitalisme, d'alternative garantissant à sa classe et à toutes les classes opprimées du monde, la sécurité matérielle et sociale, la cessation de tous les conflits militaires et la réalisation harmonieuse d'une nouvelle humanité mondiale. Dans les luttes immédiates aujourd'hui ou demain dans de plus vastes et puis-

sants conflits de classes, les prolétaires ne peuvent compter que sur leur force et leur indépendance de classe. Il n'existe pas d'autre voie que la lutte et la rupture totale et définitive avec toutes les composantes de l'ordre bourgeois. Que ce soit les partis sociaux-démocrates, les anciens partis stalinien reconvertis dans le social-démocratie ou les renouveaux de ces anciens appareils, les organisations de l'ex-éxtreme-gauche, qui comme Lutte Ouvrière aujourd'hui en France, regonflée par les succès électoraux, ne rêve que de reconstruire un grand parti ouvrier sur le modèle «démocratisé» des anciens partis stalinien, tous sont liés, à des niveaux divers dans leur stratégie, à la conservation de l'Etat bourgeois.

La société bourgeoise ne se renversera pas par le bulletin de vote, elle sera détruite par la révolution communiste mondiale, sous la direction du parti communiste mondial. Il n'existe pas d'autre voie que celle-ci, tracée par le marxisme et qui a déjà porté la révolution bolchévique en avant. Mais pour cela un lien doit être tracé entre chaque lutte aujourd'hui et cette perspective beaucoup plus lointaine, même si cette lutte se place sur un terrain le plus immédiat, pour des revendications les plus simples. Ce lien passe aujourd'hui par une rupture sans concession avec toutes les illusions démocratiques, avec toutes les fausses alternatives dans lesquelles se font enfermer les luttes des prolétaires, avec la défense de l'entreprise ou de l'économie nationale, et par une lutte sans merci contre le collaborationnisme politique et syndical. La reprise d'une lutte de classe basée sur les principes de l'indépendance de classe, de la lutte directe, de l'usage de la grève comme arme de base, de la solidarité de classe internationale et antichauvine, est indispensable pour que se reconstitue une force de lutte de classe capable de résister aux assauts répétés de la bourgeoisie.

Le prolétariat ne retrouvera le chemin de la révolution qu'à condition que se reconstitue son parti communiste mondial, autrefois - et avant de subir sa dégénérescence stalinienne - représenté par l'Internationale Communiste. La tâche primordiale des militants communistes aujourd'hui est de travailler à la reconstitution de ce parti, même si cela doit impliquer un travail modeste et difficile compte tenu du peu d'influence du programme et des principes du marxisme révolutionnaire aujourd'hui. Cela ne signifie pas inventer de nouvelles théories ou prodiguer de nouveaux programmes soit-disant adaptés à la situation actuelle: cela signifie défendre le programme invariant du communisme, défini par Marx et magistralement défendu et appliqué par Lénine. Cela signifie aussi ne pas cacher que la révolution, la prise et la défense du pouvoir par le prolétariat sont des actes despotiques et violents, non «démocratiques». Il n'y a pas de révolution sans prise du pouvoir et il n'y a pas de destruction de la vieille société bourgeoise sans l'application de la dictature du prolétariat. N'en déplaise aux renouveaux et alternatifs de toutes tendances, qui voudraient en faire l'économie, ces principes ne sont pas des «vicilleries», la société bourgeoise n'a pas changé de fondements depuis l'époque où Marx écrivait le «Manifeste du parti communiste» en 1848. Au contraire en renforçant le pouvoir bourgeois et en l'élargissant à tous les horizons de la planète, elle a rendu plus vivantes encore ces

nécessités.

Il n'existe pas d'autre voie que cette voie révolutionnaire pour briser la domination du capital, pour libérer le prolétariat de l'esclavage salarié et de l'insécurité en abolissant le salariat, pour mettre fin aux conflits impérialistes, aux oppressions nationales et pour construire la société communiste. Il n'existe pas de raccourcis ou de solutions de compromis qui pourraient épargner cette voie difficile aux prolétaires et révolutionnaires;

chaque fois que l'opportunisme a prétendu le contraire - en masquant son abandon des principes sous le prétexte d'une «situation nouvelle» - les prolétaires ont été conduits à la défaite.

Pour la lutte de classe et l'organisation prolétarienne indépendante!

Pour le parti de classe international, la révolution prolétarienne mondiale, la dictature du prolétariat, le communisme!

Le vrai responsable des crimes racistes, c'est l'Etat bourgeois

(Suite de la page 1)

sciemment du haut de leurs responsabilités gouvernementales désigné les travailleurs étrangers comme responsables des problèmes grandissants rencontrés par la population laborieuse; des gens qui ont tout fait pour détourner et stériliser les poussées généreuses de solidarité avec les immigrés, multipliant les promesses au moment même où ils aggravaient la situation de ces derniers, fermaient les frontières, généralisaient les expulsions, bref renforçaient le contrôle de l'immigration, c'est-à-dire accentuaient la pression étatique et para-étatique contre cette fraction du prolétariat; des gens qui depuis longtemps pratiquent la division dans les luttes ouvrières, dans les offices HLM (la discrimination dans l'attribution de logements est un fait patent depuis des années et des années), comme dans les municipalités (allez demander à une municipalité du PCF de la région parisienne un certificat de logement pour faire venir un parent étranger et vous verrez). On a vu Hue, l'expulseur d'immigrés dans sa commune, on a vu les dirigeants d'un PS dont le candidat refusait la suppression des lois Pasqua, on a vu des représentants du RPR qui les a élaborées, on a vu Mitterrand lui-même... Et tout ce beau monde s'est dit révolté par les crimes racistes, sous les yeux reconnaissants et émus des pompiers sociaux de l'anti-racisme démocratique qui appellent au renforcement de l'Etat pour protéger les étrangers et à l'isolement du Front National pour sauver la démocratie.

Mais ce sont cet Etat bourgeois, cette démocratie impérialiste qui sont les vrais responsables du racisme et de tous les crimes qu'il suscite. Les juges de Marseille viennent de libérer l'un des colleurs d'affiche du F.N., après avoir refusé de qualifier comme «raciste» leur forfait; cette décision a fait scandale, peut-être parce qu'en général ce genre de mansuétude est réservée aux crimes commis par des agents de l'Etat (policiers). Ce n'est pas par hasard que les nazillons de Nanterre jouaient aux policiers: la plupart des tracasseries, des menaces ou des méfaits racistes subis par les immigrés sont le fait de policiers. L'appareil de l'Etat est mobilisé officiellement dans la chasse aux immigrés «clandestins»: dans les faits il s'agit de faire vivre en permanence les travailleurs étrangers dans un véritable état d'exception, sous la menace permanente, afin d'obtenir la docilité de cette fraction non négligeable de la classe ouvrière, et de la désigner comme dangereuse au reste des travailleurs, suscitant les actes et les réactions d'hostilité envers elle et entretenant donc ainsi les divisions

paralysantes dans le prolétariat.

La paralysie de la classe ouvrière par les divisions racistes est une arme classique de toute bourgeoisie; mais c'est en outre une tradition politique solidement implantée de l'Etat français depuis plus d'un siècle au moins, sans doute renforcée et alimentée par son expansion coloniale, mais qui s'est encore développée après la fin de cette période, ce qui est un signe donc de son importance cruciale pour la bourgeoisie (ouvertement reconnue par les plus hauts responsables bourgeois du moment comme le président Pompidou). Dans les années soixante-dix, bien avant la naissance du F.N., les crimes racistes, qu'ils soient commis par des policiers ou des civils, se comptaient par dizaines chaque année.

Prétendre que le Front National est la cause principale du racisme, c'est mentir sciemment aux prolétaires pour leur cacher le vrai responsable et les causes véritables du racisme; c'est essayer d'empêcher que se développe une lutte véritable contre le racisme, qui ne peut être qu'une lutte d'orientation anti-capitaliste et sur des bases de classe; c'est donc se rendre objectivement complice du racisme et des racistes qu'on affecte de vouloir combattre.

C'est à cette sale besogne que se sont livrés depuis plus d'une décennie, avec l'aide financière et pratique de l'Etat et de diverses grandes entreprises,

Les organisations de l'anti-racisme démocratique (de SOS racisme au MRAP) et les pseudo-révolutionnaires qui les suivent; le résultat se passe de tout commentaire: renforcement généralisé du racisme et des divisions raciales, inexistence de tout mouvement réel de lutte contre le racisme, affaiblissement complet des réactions aux pratiques racistes de l'Etat, réactions épisodiques, vouées à l'impuissance, après chaque crime raciste.

- ANTI-RACISME DEMOCRATIQUE, HORS DES QUARTIERS OUVRIERS!

- POUR UNE MOBILISATION PERMANENTE, SUR DES BASES DE CLASSE, CONTRE TOUS LES ACTES RACISTES, DANS LES QUARTIERS, L'ADMINISTRATION, LES LIEUX DE TRAVAIL!

- UNITE DE CLASSE ENTRE TRAVAILLEURS FRANCAIS ET ETRANGERS!

- NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION! EGALITE TOTALE DES DROITS, REGULARISATION DES SANS-PAPIERS, OUVERTURE DES FRONTIERES!

- LUTTE DE CLASSE OUVERTE CONTRE L'ETAT BOURGEOIS ET TOUS SES DEFENSEURS!

Offensive anti-prolétarienne aux Etats-Unis

(Suite de la page 1)

caïn pour réduire les dépenses sociales et faire diminuer le nombre de personnes pris en charge par les systèmes d'assistance. Les Démocrates ont donc élaboré des programmes alternatifs de réduction du *welfare system* et ils se livrent à des marchandages serrés avec les leaders Républicains, en s'appuyant sur... certains Gouverneurs Républicains des Etats, inquiets des répercussions sociales que pourrait entraîner l'application intégrale du programme de leur propre parti. Par exemple les propositions de Clinton prévoient une réduction des allocations aux mères célibataires qui refuseraient de nommer le père de leur enfant (!), une suppression d'allocations aux mères célibataires de moins de 24 ans au bout de deux ans si elles sont au chômage (!), etc.

Le projet tant vanté de Clinton de réformer le système de la Santé afin de garantir à chaque américain une couverture sanitaire a été abandonné, malgré des compromis successifs qui l'avaient peu à peu vidé de toute portée sociale, en raison de l'opposition acharnée d'une partie du patronat et de la bourgeoisie et en dépit du soutien du secteur des Assurances et du lobby des industries médicales (38 millions d'américains ne disposent d'aucune couverture sanitaire). Mais par contre ses mesures contre la criminalité, qui prévoient le recrutement de dizaines de milliers de policiers supplémentaires, l'aggravation des peines (augmentation du nombre de délits pouvant être punis de la peine de mort, etc.), ont été adoptées (bien que les Républicains aient fait campagne contre les dispositions restreignant les ventes d'armes de guerre aux particuliers...).

Avant même que la nouvelle majorité parlementaire n'adopte ces différentes propositions, des mesures similaires avaient déjà été mises en action au niveau des Etats ou des villes, y compris lorsque ceux-ci étaient administrés par des démocrates: «*Les systèmes de soutien social en faveur des couches sociales des Etats traditionnellement progressistes et industriels (...) se sont alignés à la baisse sur les faibles moyens alloués par le Mississippi et l'Arkansas. Les circonscriptions démocrates ont réduit radicalement la couverture médicale, sacrifié les indemnités, rendu plus difficile l'accès à ces droits et restreint leur durée. Dans le cas le plus extrême, le Michigan (où se trouve concentrée l'industrie automobile, dans la zone de Detroit - NdlR), l'assistance générale a été purement et simplement abolie. Les chômeurs, célibataires ou mariés sans enfants, ont été abandonnés sans allocation ni assistance de quelque sorte que ce soit. (...) Dans un discours exemplaire, un élu de banlieue (à la différence de ce qui se passe en Europe, aux Etats Unis les banlieues sont les zones résidentielles bourgeoises alors que les centres des villes sont abandonnés aux couches prolétariennes - NdlR) suggéra que si les chômeurs de Detroit n'étaient pas contents de l'abolition de l'assistance sociale, ils pouvaient toujours "se rendre au soleil en Californie, à New York s'ils étaient branchés, ou encore dans le Minnesota s'ils préféraient les sports d'hiver" » (1). Deux ans plus tard, on estime que 80.000 personnes ont été touchées par cette suppression de l'«assistance générale», et que la grande majorité d'entre elles vit à la limite de la subsistance.*

En Californie précisément, où un chômeur noir vient d'être condamné à la prison à vie pour ne pas avoir payé une tranche de pizza, ayant ainsi le triste privilège d'inaugurer la nouvelle loi clintonienne qui condamne automatiquement à la perpétuité le délinquant qui en est à sa troisième condamnation pénale, une nouvelle loi privant les immigrés illégaux de soins médicaux, d'assistance sociale et d'école pour leurs enfants, a été adoptée par référendum lors des dernières élections. De nombreux autres Etats envisagent de suivre cet exemple. La campagne contre les travailleurs immigrés qui ne cesse de se développer vise bien entendu à se constituer une main-d'oeuvre docile et à diviser les travailleurs, plutôt qu'à stopper l'immigration: selon un économiste de l'*US Small Business Administration*, les immigrés devraient constituer dans les années qui viennent 25 à 40 % de la force de travail disponible dans le pays (2). Mais deux ans après les sanglantes émeutes de Los Angeles, les autorités californiennes, bientôt imitées dans tout le pays, incapables d'apporter le moindre remède aux problèmes sociaux brûlants de la population, avaient le besoin urgent de trouver des bouc-émissaires et d'accroître les divisions entre prolétaires.

Dans la ville de New York, où une personne sur 6 vit dans un état d'«extrême pauvreté» (moins de 11.000 \$ par an de revenu pour une famille de 4 personnes), où 7.300 familles et 6.800 célibataires sans domicile sont hébergés dans des abris municipaux, la municipalité a engagé des gros bras pour rosser et faire déguerpir les sans-abris du centre de Manhattan. Le nouveau gouverneur de l'Etat a décidé qu'il était temps de faire des économies. Selon ces propositions les autorités auront le droit d'exclure des abris municipaux les résidents qui ne se mettraient pas à la recherche d'un logement permanent, qui refuseraient de suivre une formation professionnelle ou qui auraient un comportement antisocial. Les aides sociales aux mères célibataires et aux célibataires seraient réduites d'un quart, etc. Ces propositions (qui touchent aussi la santé, l'éducation) rejoignent celles du maire de New York (refusées par le Gouverneur précédent) qui par ailleurs avait déjà fortement réduit les aides sociales distribuées par la municipalité: selon les organisations charitables le poids de toutes ces restrictions sur les budgets sociaux retombera sur les plus pauvres et provoquera une explosion du nombre de sans-abris (3). Une des dernières mesures en date de la mairie de New York est la suppression de la garantie de l'emploi pour les conducteurs de bus scolaires, premier pas dans une offensive plus générale contre les conditions de travail et de salaire des employés municipaux.

C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI EST VISEE

Toutes ces différentes mesures ont donc déjà et auront toujours plus de graves conséquences pour les prolétaires américains. Il y a aujourd'hui un nombre record de 27 millions d'américains qui dépendent des aides alimentaires et près de 5 millions de familles qui touchent les AFDC. Avec le programme des Républicains, la moitié des 9,5 millions d'enfants correspondants verraient disparaître leurs allocations. Pour conserver leurs allocations les mères célibataires seraient contraintes dans certaines régions

d'accepter des salaires inférieurs au salaire minimum (par exemple dans le cas de l'Etat du Missouri, 35 heures par semaine pour 120 \$, soit 600 FF) (4). Contrairement à ce que prétendent les réactionnaires, les dépenses sociales aux Etats-Unis n'ont rien d'extraordinaire, et elles sont mêmes inférieures aux dépenses équivalentes dans les grands Etats capitalistes européens. Pour leurs bénéficiaires, les aides sociales ont en réalité diminué depuis les années soixante-dix: la baisse est de 27 % pour l'AFDC, et si l'aide alimentaire est prise en compte, la baisse est de près de 40 % sur vingt ans.

Cette baisse n'a pas correspondu à un recul de la pauvreté et des besoins sociaux, bien au contraire. Le taux de pauvreté parmi les enfants est 4 fois supérieur à la moyenne des pays ouest-européens; il serait de 18 % pour l'ensemble de la population contre 6 à 9 % en Grande Bretagne, France, Allemagne et Suède (5). Certes ce «seuil de pauvreté» est une figure statistique - proportion de la population touchant un revenu inférieur à la moitié du revenu médian du pays - qui ne donne que des indications relatives et non absolues sur la pauvreté: un pauvre américain n'est pas dans la même situation qu'un pauvre d'un pays africain ou asiatique. Des calculs basés sur la parité du pouvoir d'achat permettent d'estimer la proportion de la population connaissant le même niveau de vie que celui définissant la pauvreté aux USA: on a alors un taux de pauvreté supérieur en Europe (19 % en Allemagne, 24 % en Suède).

Cependant, comme de récentes études américaines l'ont à nouveau confirmé, il reste que les Etats-Unis, le pays capitaliste le plus puissant et le plus riche de la planète, sont aussi, parmi les grands pays industrialisés, celui où les inégalités économiques et sociales sont les plus grandes. Vingt pour cent des foyers américains possèdent plus de 80 % de la richesse du pays (et un pour cent en possède presque 40 %, davantage que ce que possèdent les 90 % les moins fortunés de la population), ce qui est une proportion unique. Selon d'autres statistiques: «*Près des tiers des ménages a des avoirs financiers nuls ou négatifs. En d'autres termes ils n'ont pas ou peu d'épargne ou d'investissements sur lesquels s'appuyer en cas de perte de travail ou de maladie*»; dans la terminologie marxiste, on appelle cela des sans-réserves, des prolétaires. Mais qu'en est-il des autres? «*Un autre tiers des ménages américains ne dispose que de très faibles avoirs. Le ménage américain médian ne disposait en 1984 que de 2.599 \$ - une réserve financière tout juste suffisante pour vivre 3 mois au niveau de pauvreté*» (6).

Nous avons eu déjà l'occasion de montrer que cette inégalité n'a cessé de croître depuis l'éclatement de la crise économique de 1974-75 et tout particulièrement au cours des années quatre-vingt, alors qu'elle avait au contraire régulièrement diminué depuis la fin de la guerre (7). Le taux de pauvreté actuel est revenu quasiment au niveau de 1964 (19 %), à la veille des premières émeutes noires qui obligèrent le président Johnson à lancer ses mesures sociales de lutte contre la pauvreté, après qu'il ait baissé jusqu'à 11 % en 1973, année de l'apogée de la croissance économique.

Les sociologues bourgeois et tous les défenseurs de la paix sociale ne reconnaissent la gravité du problème de la pauvreté que pour mieux nier son

caractère de classe (la conseillère économique du président Clinton a d'ailleurs affirmé sans rire à la télévision que les classes sociales n'existaient pas aux Etats Unis, parce que chacun avait la possibilité de grimper aisément dans l'échelle sociale...). Les réformistes dénoncent, eux, une «politique raciste de la droite», qui s'attaquerait aux minorités ethniques, sexuelles, aux femmes, aux pauvres à cause de son idéologie réactionnaire et moraliste. Il est vrai que l'offensive en cours tend à démanteler les systèmes mis en place dans les années soixante pour combler le fossé existant entre noirs et blancs: il s'agit de l'«*affirmative action*» qui consistait à réserver des quotas pour les minorités ethniques dans les concours administratifs, les places à l'Université, etc. Ce système réussit parfaitement son objectif réel qui était de promouvoir une petite-bourgeoisie (voire même une bourgeoisie) de couleur intéressée à la défense de l'ordre et du système social. Mais pour la vaste masse prolétarienne noire ou *latino*, l'«*affirmative action*» n'a jamais été autre chose qu'un leurre. Aujourd'hui les différences entre noirs et blancs (ou entre hommes et femmes) ne se sont réduites que marginalement, et probablement en grande partie en raison de l'augmentation du paupérisme chez les blancs. En témoigne le rapport de l'ONU sur le «*développement humain dans le monde*» publié en 1993. Pour ce qui est des Etats Unis, ce rapport donne les résultats selon l'appartenance raciale; bien entendu jamais l'ONU ne fera une enquête selon l'appartenance de classe, mais les résultats sont tout de même très instructifs: les blancs américains sont classés au premier rang mondial suivant les critères onusiens, qui prennent en compte le pouvoir d'achat, l'accès à l'éducation, à la santé, etc; mais les noirs se classent au 31e rang mondial, au niveau de l'Uruguay et de la Lithuanie, tandis que les latinos se trouvent au 35e rang, derrière la Corée du Sud et la Lettonie et juste devant la Russie et le Chili...

Ces disparités raciales (qu'on pourrait aussi illustrer par l'état sanitaire déplorable de certains quartiers noirs comme le Bronx new yorkais, où les spécialistes parlent d'une situation typique du Tiers Monde pour ce qui est des ravages du SIDA, de la tuberculose ou de l'espérance de vie à la naissance) sont en fait le reflet de disparités sociales. En réalité c'est bien l'accroissement de la pression sur la classe prolétarienne qui explique la situation déplorable des prolétaires noirs, latinos, comme des femmes prolétaires ou des prolétaires blancs; c'est bien l'accroissement de l'exploitation capitaliste qui est la cause de l'augmentation du paupérisme à un pôle de la société et l'augmentation de la richesse à l'autre.

L'ATTAQUE CONTRE LES SALAIRES

Le salaire moyen aux Etats-Unis a atteint son maximum historique en 1973. De 1973 à 1993 le salaire horaire exprimé en dollars constants a diminué en moyenne de 0,73 % par an, alors qu'il avait augmenté en moyenne de 1,77 % par an entre 1959 et 1973; en outre cette baisse camoufle une forte augmentation des disparités salariales, de 80% en vingt ans: les cadres et dirigeants jouissant de hauts salaires ont vu ceux-ci augmenter encore, tan-

(Suite en page 6)

Offensive anti-prolétarienne aux Etats-Unis

(Suite de la page 5)

dis que les travailleurs touchant des bas salaires les ont vu au contraire diminuer en valeur réelle. Le salaire minimum est aujourd'hui inférieur à la valeur qu'il avait atteinte en 1968. Les journaux bourgeois sont obligés de reconnaître le phénomène du «*working poor*» (le pauvre qui travaille), qui parfois aurait même un sort plus difficile qu'un chômeur européen (8) ! A la fin de l'été dernier un rapport de l'Economic Policy Institute indiquait que: «*les salaires en baisse des années 80 non seulement se sont encore détériorés au cours des années 90, mais en outre (ce phénomène de baisse de salaires) a touché de nouveaux groupes de travailleurs*», en particulier parmi les diplômés. Le rapport indiquait comme cause une baisse «*sévère*» du salaire minimum, l'expansion du secteur des services et des petites entreprises, à bas salaire, le développement du travail à temps partiel, (qu'il faudrait plutôt appeler chômage partiel, selon nous), etc. Et il ajoutait: «*Le problème n'est pas qu'une petite couche de travailleurs "non qualifiés" sont en train de connaître une douloureuse adaptation au nouvel ordre économique. C'est plutôt la détérioration des salaires, des avantages sociaux et des conditions de travail des trois-quarts de la force de travail sans diplômes et la pression qui en résulte sur le revenu des familles. Maintenant que les problèmes de revenu se sont étendus aux travailleurs en cols blancs et aux diplômés, les bénéficiaires du nouvel ordre économique sont encore plus difficiles à trouver*» (9). Cela n'empêchait pas l'Institut de conclure contre toute vraisemblance que la solution se trouve dans l'amélioration de l'éducation et de la formation des travailleurs, vieille rengaine absurde que nous connaissons aussi de ce côté-ci de l'Atlantique.

Cette offensive anti-prolétarienne qui avait battu son plein lors de la période reaganienne, aurait dû, selon les démagogues de gauche et les chefs syndicaux, s'inverser avec l'élection d'un président démocrate à la suite des émeutes à Los Angeles et d'autres villes. Nous écrivions au contraire que l'heure n'était pas à un relâchement de ces attaques contre le prolétariat: «*plus question de programmes sociaux, c'est au contraire l'assistance sociale des années soixante qui est rendue responsable des émeutes parce qu'elle aurait habitué les pauvres à l'oisiveté!*» (10).

La Présidence de Clinton a confirmé cette analyse avant même la victoire électorale des républicains, au point qu'un représentant du patronat pouvait déclarer avec satisfaction au moment des dernières élections: «*Nous n'avons pas gagné tout ce que nous désirions (du Congrès sortant), mais les syndicats eux, n'ont rien obtenu*» (11). En réalité les directions syndicales se sont empressées de se plier aux pressions patronales, en sabotant ou laissant isolées les grèves les plus combattives - le cas le plus frappant est celui des travailleurs de Decatur en grève depuis presque deux ans (12) - ou en s'efforçant de canaliser les mouvements vers la recherche d'un appui du gouvernement ou le recours aux tribunaux.

C'est ainsi que les bonzes syndicaux ont salué comme une grande victoire la signature par Clinton le 8 mars d'une circulaire interdisant aux institutions gouvernementales fédérales d'avoir des relations commerciales avec des entreprises qui licencient leurs travailleurs

pour fait de grève et qui embauchent des jaunes à leur place. Cependant cette circulaire n'a pas d'effet rétro-actif, c'est-à-dire qu'elle ne s'appliquera pas au cas de Bridgestone-Firestone qui l'avait motivée et à ceux qui l'avaient suivi!

L'entreprise de pneumatiques Firestone avait été rachetée par le Japonais Bridgestone. Le conflit a éclaté l'été dernier lorsque les patrons essayèrent d'imposer à leurs employés des conditions nettement plus dures que celles d'autres entreprises du même type: par exemple les ouvriers devraient travailler 12 heures d'affilée au lieu de 8, les dépenses de santé ne seraient plus du tout prises en charge par l'entreprise, les congés payés seraient supprimés, etc. 4.200 travailleurs de 5 usines du groupe se mirent en grève (les travailleurs de 6 autres usines qui n'étaient pas concernées par le nouveau contrat restèrent en dehors du mouvement); au bout de 6 mois de grève la direction annonça que tous les grévistes étaient licenciés et qu'elle avait définitivement embauché à leur place 2.300 jaunes, bien que le syndicat ait accepté la plupart des exigences patronales. Bridgestone avait également menacé de fermer son usine d'Oklahoma City, si l'administration, à la suite de démarches syndicales, persistait à vouloir lui imposer d'améliorer la sécurité: le secrétaire d'Etat au travail dut venir en personne à Oklahoma City pour assurer la direction qu'on allait la laisser tranquille. En septembre dernier, suivant cet exemple, Pirelli a licencié 1.100 grévistes à ses usines du Texas et du Tennessee et embauché à leur place 800 jaunes.

D'autre part la circulaire de Clinton ne s'appliquera pas aux contrats avec des petites entreprises (contrats inférieurs à 100.000 \$ soit 90 % du nombre total, même si du point de vue financier il ne s'agit que de 10 % des sommes dépensées), qui sont pourtant celles où les travailleurs sont littéralement à la merci de leurs patrons. Enfin, cette modeste circulaire est bien loin de la loi interdisant le licenciement pour fait de grève et définissant et protégeant l'activité syndicale selon le modèle européen, que les directions syndicales avaient essayé d'obtenir du gouvernement Clinton. Pour avoir confirmation de la portée réelle de la circulaire présidentielle il suffit de lire ce qu'en pense la très conservatrice revue économique «*Business Week*». Dans un article consacré au développement de sociétés fournissant des briseurs de grèves («*remplaçants permanents*»), elle écrit que cette circulaire «*empêchant les gros employeurs qui embauchent des remplaçants permanents d'obtenir des contrats fédéraux pourrait mettre une entrave à ce business - quoique sans doute pas une très grosse entrave. Faire venir des travailleurs remplaçants est tout simplement une arme trop puissante contre les piquets syndicaux*» (13).

En dépit de l'augmentation des profits des entreprises (selon «*Business Week*»: + 41 % en 1994, la plus grosse augmentation jamais enregistrée depuis 1973, date où elle a commencé à suivre régulièrement un échantillon de 900 entreprises), la bourgeoisie américaine se juge trop engagée dans une difficile guerre économique internationale pour songer à interrompre ou à ralentir la guerre de classe qu'elle mène contre sa classe ouvrière. La faiblesse des réactions prolétariennes jusqu'ici (même si les grèves n'ont pas disparu ou s'il est

possible de noter l'augmentation des actes individuels de représailles contre des patrons ou des chefs) (14), ne l'incite pas davantage à payer les frais de l'installation généralisée d'appareils syndicaux jouant la comédie de la défense des travailleurs. Les entreprises, y compris de grande taille, où les syndicats sont de fait interdits sont légion. Tout en déplorant que le climat du «*lieu de travail est trop conflictuel dans le ton comme dans les faits pour le bien de l'économie américaine*», la commission nommée par Clinton pour proposer des changements dans les lois régissant les relations de travail n'a avancé aucune proposition véritable de concession envers les travailleurs ou leurs représentants officiels. Et ce n'est pas la nouvelle majorité républicaine qui va en proposer...

Que ce soit donc avec la prétendue «*révolution conservatrice*» des Républicains actuels, qui, en dignes successeurs des reaganiens, affirment vouloir rien moins que liquider toutes les mesures de l'Etat providence mises en place depuis le *New Deal* de Roosevelt dans les années trente, ou avec les méthodes moins brutales des Démocrates, il est sûr que l'attaque contre la classe ouvrière américaine va s'accroître dans les années qui viennent.

Mais il est également inévitable qu'en voulant «*libérer*» l'économie du «*carcan*» constitué par toutes les mesures sociales, en déchaînant les offensives anti-prolétariennes, aussi bien dans les usines que sur le terrain social plus large, les bourgeois libéreront aussi le gigantesque prolétariat de tous les freins et de tous les amortisseurs sociaux qui le paralysent. La reprise en grand des conflits sociaux et de la lutte des classes est d'ores et déjà inscrite dans les mesures actuelles.

Mais pour que cette lutte dépasse le stade purement défensif et immédiat, la classe ouvrière américaine devra nécessairement se poser et résoudre le problème que historiquement elle a jusqu'ici échoué à affronter: le problème de se doter de son parti de classe, le parti communiste, révolutionnaire, multi-racial, internationaliste et international.

(1) cf Mike Davis, «*Los Angeles. Une autopsie politique*», in «*L'autre Amérique*» n° 8-9, 4e trimestre 1994.

(2) Selon Thomas Gray, «*La Tribune de l'Expansion*», 2/4/90.

(3) cf «*The Economist*», 22-28/4/95.

(4) cf «*Business Week*», 16/1/95.

(5) Tous ces chiffres sont donnés par «*The Economist*» du 5/11/94. Cependant selon une étude réalisée par un commission du Congrès et rendue publique le 3 mai 95, il y avait officiellement 14,5 % d'américains pauvres en 1992. Mais cette commission indiquait aussi qu'il faudrait modifier la mesure de la pauvreté ce qui aurait comme conséquence d'arriver à un taux officiel compris entre 15 et 18 % pour l'année 1992. cf «*The Economist*», 6/5/95.

(6) D'après le «*San Francisco Chronicle*» du 30/3/90, cité par «*Socialist Action*» n°4, vol. 13 (avril 95).

(7) cf «*Les flammes de Los Angeles annoncent le futur incendie prolétarien*», «*Le Prolétaire*» n° 416 (mai-juin 92).

(8) cf «*The Wall Street Journal*» du 12/11/93, cité dans «*Aux Etats-Unis, les croisés du libre échange*» in «*Le Monde Diplomatique*», février 1995.

(9) cf «*International Herald Tribune*», 5/9/94.

(10) cf «*Les flammes de Los Angeles...*», op. cit.

(11) Cité dans «*Virage à droite aux Etats-Unis*» in «*Le Monde Diplomatique*», décembre 94.

(12) Les 760 travailleurs de l'entreprise Staley à Decatur (Illinois) ont été lockoutés le premier juin 1993 pour s'être opposés aux réductions de personnels et à l'instauration du travail de 12 heures en continu. Ils maintiennent des piquets extérieurs à l'entreprise et participent à des manifestations. L'entreprise a fait appel à des jaunes pour continuer la production. La ville de Decatur est aussi le théâtre de durs conflits aux usines de Caterpillar et Bridgestone (les grévistes de cette dernière entreprise ont été finalement licenciés). Voir «*Le Prolétaire*» n° 425.

(13) cf l'article: «*Vous avez des piquets de grève? Appelez le n° gratuit "Allo Briseurs de grève"*» in «*Business Week*», 27/3/95. L'article indique que si des sociétés de travail temporaire se sont spécialisées dans la fourniture de briseurs de grève, dans d'autres cas ce sont des grosses entreprises qui viennent directement à la rescousse des entreprises en lutte contre des grévistes. C'est ainsi qu'en plus de ces sociétés spécialisées, Mac Donnell-Douglas (constructeurs d'avions) a fourni des jaunes recrutés parmi son propre personnel pour briser la grève de 14.000 travailleurs de Caterpillar en juin 94. L'hebdomadaire prétend aussi que la seule menace de faire appel aux briseurs de grève à permis de prévenir un conflit chez Deere and Co. et de faire accepter les exigences patronales. En passant ces faits démolissent la propagande chauvine des syndicats qui parlent de pratiques «*anti-américaines*» de patrons étrangers (Bridgestone, Pirelli, Staley, etc.).

(14) Au moins 3 patrons sont tués chaque mois par un de leurs employés; selon le «*New York Times*» du 25/4/94: «*Les employeurs sont de plus en plus la cible de leurs travailleurs mécontents ou licenciés*»; dans «*Newsweek*» du 19/7/93 le responsable d'une entreprise de sécurité affirmait: «*Nous avons une guerre entre les possédants et les non-possédants. Les non-possédants selon toute probabilité ne vont pas s'insurger et se révolter. Mais le lieu de travail est devenu un champ de bataille ad hoc*». Par contre le vice-président du syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) assurait que «*ce sont des actes impliquant des gens qui craquent, qui deviennent fous. Ce serait une terrible erreur de vouloir généraliser à partir de ces faits*». Demain cette haine du patron qui s'exprime dans ces «*incidents isolés*» devra se transformer en haine de classe - la forme suprême de la conscience de classe selon Lénine - et être mise au service de la lutte révolutionnaire lorsque craquera la camisole de force de la collaboration des classes: ce sont les bonzes qui deviendront fous! (Citations tirées de «*Collective Action Notes*» n°5, été 1995).

A paraître prochainement «programme communiste»

Numéro 94 - 25FF

- Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale.

- Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie.

- La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Dona - déc. 1992).

- Le capitalisme soviétique en crise (Fin).

- C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire

- A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador.

- Sur le fil du temps: La batrachomyomachie.

Lénine sur le chemin de la révolution (Fin)

Nous publions ci-dessous la partie finale de la Conférence tenue en 1924 par Amadeo Bordiga après la mort de Lénine; dans ces passages l'orateur réussit de façon magistrale à éclaircir d'un point de vue marxiste le rôle des «grands personnages», des «chefs». Leur rôle éminent ne réfute pas la conception déterministe de l'histoire qui est celle du matérialisme dialectique comme le prétend la conception vulgaire selon laquelle ce sont les grands hommes qui «font» l'histoire; ce rôle s'explique au contraire de façon dialectique par les lois déterministes de l'histoire: un individu ne devient «grand» que dans la mesure où à une époque donnée il se fait le porte-parole et l'agent de grands événements ou de grands changements historiques préparés par tout le développement antérieur. Un autre point que développe Bordiga est celui de la prévision, en répondant à l'objection banale que les révolutionnaires font des prévisions «trop optimistes», et la réponse qu'il donne est à méditer.

LA FONCTION DU CHEF

Lénine est mort. Le géant a abandonné son oeuvre, et cela ne date pas d'hier. Qu'est ce que cela signifie pour nous? Quelle place les chefs occupent-ils dans notre mouvement et quelle conception avons-nous de leur fonction? Quelle conséquence la disparition de ce chef exceptionnel aura-t-elle pour le parti communiste russe, pour l'Internationale communiste, pour toute la lutte révolutionnaire mondiale? Avant de terminer ce discours déjà long, revenons un peu sur notre interprétation de ce problème important.

Il en est qui tonnent contre les chefs, qui voudraient s'en passer, qui décrivent ou qui rêvent d'une révolution «sans chefs» (1). Lénine lui-même a clarifié cette question par sa critique limpide, en la débarrassant du confusionnisme superficiel. Il y a, comme réalités historiques, les masses, les classes, les partis et les chefs. Les masses sont divisées en classes, les classes sont représentées par des partis politiques et ceux-ci sont dirigés par des chefs: la chose est bien simple. Concrètement le problème des chefs a revêtu un aspect particulier dans la IIe Internationale. Ses dirigeants parlementaires et syndicaux encourageaient les intérêts de certaines couches du prolétariat auxquelles ils faisaient accorder des privilèges par des compromis anti-révolutionnaires avec la bourgeoisie et l'Etat.

Ces chefs finirent par rompre le lien qui les unissait encore au prolétariat révolutionnaire, en s'accrochant toujours plus au char de la bourgeoisie: 1914 révéla ouvertement que, d'instruments de l'action prolétarienne, ils étaient purement et simplement devenus des agents du capitalisme. Cette critique et la juste indignation contre eux, ne devait cependant pas nous égayer au point de nier que les chefs, mais des chefs bien différents, existaient et ne pouvaient pas ne pas exister dans les partis et dans l'Internationale révolutionnaire. C'est un lieu commun de prétendre que toute fonction de direction donne fatalement naissance à des formes de tyrannie ou d'oligarchie, quels que soient l'organisation et les rapports dans lesquels elle s'exerce. Mais ce lieu commun est si absurde que même Machiavel était en mesure d'en faire une critique d'une évidence limpide il y a déjà cinq siècles dans son *Prince*. Le prolétariat a ce problème, certes pas toujours facile, d'avoir des chefs tout en évitant qu'ils ne remplissent leur fonction de façon arbitraire ou infidèle aux intérêts de classe: mais on ne peut résoudre ce problème en s'obstinant à ne pas le voir ou en prétendant l'éviter par l'abolition des chefs, mesure dont personne ne saurait d'ailleurs dire en quoi elle consiste.

Le matérialisme historique étudie la fonction des chefs en sortant résolument des limites étroites dans laquelle la conception individualiste vulgaire enferme le problème. Pour nous, un

individu n'est pas une entité, une unité achevée et indépendante des autres, une machine fonctionnant avec son énergie propre ou avec celle qui lui viendrait par branchement direct de la puissance créatrice divine ou de n'importe quelle autre abstraction philosophique comme l'immanence, l'esprit absolu et autres inventions abstruses. Les manifestations de l'individu et sa fonction sont déterminées par les conditions générales du milieu, de la société et de l'histoire de celle-ci. Ce qui s'élabore dans le cerveau d'un homme a été préparé dans ses rapports avec autrui et dans l'action - y compris l'action intellectuelle - d'autres hommes. Certains cerveaux privilégiés et exercés, machines mieux construites et plus perfectionnées, traduisent, expriment et réélaborent mieux que d'autres un patrimoine de connaissances et d'expériences qui n'existerait pas s'il ne reposait sur la vie d'une collectivité. Plus qu'il n'invente, le chef révèle la masse à elle-même. Il lui permet de mieux se situer face au monde social et au devenir historique, d'exprimer dans des formules exactes sa tendance à agir dans ce sens, dont les conditions sont données par les facteurs sociaux et dont l'économie explique en dernière analyse le mécanisme. Le matérialisme historique est une solution géniale du problème du déterminisme et de la liberté humaine dont la portée vient de ce qu'il a analysé le problème en sortant du cercle vicieux de l'individu isolé de son environnement, et en le replaçant sur le terrain de l'étude expérimentale de la vie collective. Puisque les faits historiques confirment la méthode déterministe marxiste, ils nous permettent de conclure à la justesse de notre point de vue objectiviste et scientifique dans l'examen de ces questions, même si, au stade actuel, la science ne peut pas nous dire comment les déterminations somatiques et matérielles qui s'exercent sur les organismes humains se traduisent en processus psychiques collectifs et personnels.

Le cerveau du chef est un instrument matériel fonctionnant grâce aux liens qui l'unissent à toute la classe et au parti. Les formules qu'il donne en tant que théoricien, les règles qu'il prescrit en tant que dirigeant pratique, ne sont pas des créations à lui, mais la matérialisation d'une conscience dont les matériaux appartiennent à la classe-parti et proviennent d'une très vaste expérience. Les données de cette expérience n'apparaissent pas toujours toutes présentes à l'esprit du chef sous forme d'érudition mécanique, de telle sorte que nous pouvons expliquer de façon réaliste certains phénomènes d'intuition qui sont vulgairement pris pour de la divination, mais qui, loin de prouver la transcendance de certains individus sur les masses, nous confirment que le chef est l'instrument de la pensée et de l'action commune, et non pas son moteur.

Le problème des chefs ne peut se poser de la même façon à toutes les

époques de l'histoire parce que l'évolution en modifie tout au long les données. Là comme ailleurs nous sortons des conceptions qui prétendent résoudre les problèmes à l'aide de données immanentes dans l'éternité des faits de l'esprit. Notre conception de l'histoire du monde assigne une place particulière à la victoire du prolétariat, première classe qui possédât une théorie exacte des conditions sociales de cette victoire et une connaissance de sa mission historique et qui «sortant de la préhistoire humaine», pût organiser la domination de l'homme sur les lois économiques. De la même façon, la fonction du chef prolétarien est un phénomène historique nouveau et original, et nous pouvons nous contenter de rire de ceux qui, à ce propos, citent les abus des Alexandre et des Napoléon. Pour en revenir à la lumineuse figure de Lénine, il n'a pas vécu ce qui dans l'avenir apparaîtra comme l'époque classique de la révolution ouvrière, l'époque où elle aura déployé le maximum de ses formes à la grande terreur des philistins; et cependant sa biographie présente des caractères tout nouveaux, et les clichés traditionnels sur la soif de pouvoir, l'ambition et le satrapisme perdent toute signification devant cette vie droite et simple, toute concentrée sur un but unique, jusque dans les plus petits détails du comportement personnel.

Les chefs sont ceux qui savent le mieux et les plus efficacement penser de la pensée de la classe, vouloir de sa volonté, cette pensée et cette volonté étant le produit nécessaire des facteurs historiques sur la base desquels elles édifient activement leur oeuvre. Lénine illustre de façon extraordinaire cette fonction du chef prolétarien par l'intensité et l'ampleur avec lesquelles il l'exerça. Si nous avons retracé son oeuvre, c'est qu'elle fait merveilleusement comprendre la dynamique collective qui pour nous, marxistes, anime l'histoire; mais nous ne sommes pas de ceux qui admettent que sa présence conditionnait le processus révolutionnaire à la tête duquel nous l'avons vu, et encore moins que sa disparition arrêterait la marche en avant des classes travailleuses.

L'organisation en parti qui permet à la classe d'être classe et de vivre comme telle se présente comme un mécanisme unitaire dans lequel les divers «cerveaux» (pas seulement les cerveaux, mais sans aucun doute les autres organes individuels aussi) remplissent les différentes fonctions correspondant à leurs aptitudes et à leurs potentialités, toutes au service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie toujours plus intimement «dans le temps et dans l'espace» (expression commode à comprendre dans sa signification empirique, et non pas transcendante). Tous les individus n'ont donc pas la même place ni le même poids dans l'organisation, mais à mesure que la division des tâches se rationalise, il devient de plus en plus impossible que celui qui se trouve à la tête se transforme en privilégié aux dépens des autres (et ce qui vaut dès aujourd'hui pour le parti-classe, vaudra demain pour toute la société). Notre évolution révolutionnaire ne va pas vers la désintégration, mais vers la liaison toujours plus scientifique des individus entre eux.

Elle est anti-individualiste parce que matérialiste. Ne croyant ni à l'âme ni à un contenu métaphysique transcendant de l'individu, elle insère les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif et constitue une hiérarchie qui substitue-ra peu à peu la rationalité technique à la

coercition. Le parti est déjà un exemple d'une telle collectivité sans coercition.

Ces éléments généraux montrent que personne n'a mieux dépassé que nous les banalités de l'«égalitarisme» et de la démocratie «numérique». Si nous considérons que la base de l'activité est la collectivité, et non pas l'individu, quelle importance le nombre brut des individus peut-il bien avoir pour nous? Quel sens pouvons nous donner aux mots de démocratie et d'autocratie? Hier nous disposions en Lénine d'un champion de classe exceptionnelle, comme diraient les sportifs, et nous pouvions le placer tout au sommet de la pyramide hiérarchique. Mais aujourd'hui que cette machine humaine s'est arrêtée, le mécanisme peut continuer à fonctionner; la hiérarchie sera seulement quelque peu modifiée, le sommet en étant occupé par un organe collectif composé bien entendu d'éléments choisis. La question se pose à nous non pas en termes juridiques, mais techniques, et on ne la résoudra pas avec des sophismes de droit constitutionnel, ou pire, naturel. Aucune raison de principe ne nous oblige à inscrire dans nos statuts l'expression «comité de chefs» ou le mot «chef». C'est en partant de là qu'on donnera une solution marxiste à la question du choix: ce choix qui est fait avant tout par l'histoire dynamique du mouvement, et non par la banalité d'une consultation électorale. Et si nous préférons ne pas mettre le mot «chef» dans nos statuts, c'est parce que nous n'aurons pas toujours parmi nous une individualité de la force d'un Marx ou d'un Lénine. Si l'homme, l'«instrument» exceptionnel existe, le mouvement l'utilise; mais il peut tout aussi bien vivre s'il n'existe pas. Notre théorie du chef est bien loin des stupidités qui servent aux théologies et aux politiques officielles à démontrer la nécessité des pontifes, des rois, des «premiers citoyens», des dictateurs et des *Duce*, pauvres marionnettes qui s'imaginent faire l'histoire.

Bien plus, comme le processus d'élaboration du matériel appartenant à une collectivité que nous voyons se réaliser dans la personne du dirigeant, emprunté à cette collectivité des énergies qu'il lui restitue transformées, sa disparition ne peut donc rien retirer au cycle d'ensemble. La mort physique de Lénine ne signifie nullement la fin de cette fonction, si comme nous l'avons démontré, le matériel qu'il a scientifiquement élaboré reste l'aliment vital de la classe et du parti. Dans ce sens rigoureusement scientifique, et toutes idées mystiques ou exagérations littéraires mises à part, nous pouvons parler d'immortalité, une immortalité qui, en raison même de la place particulière de Lénine dans l'histoire et de la tâche qu'il y a accomplie dépasse largement celle de tous les héros traditionnels dont nous parlent la mystique et la littérature.

Nous ne voyons pas dans la mort l'éclipse d'une vie intellectuelle, qui a ses fondements dans la collectivité et non dans l'individu, mais un fait purement physique, scientifiquement définissable. Bien sûr, les fonctions du cerveau s'arrêtent pour toujours avec la mort, et nous ne croyons pas que la pensée d'un Lénine désincarné plane sur nos assemblées. Cette machine puissante et admirable est détruite pour toujours; mais nous avons la certitude que sa fonction continue et se perpétue dans celle des organes de combat dont il était à la tête. L'autopsie a montré comment il est mort, par un durcisse-

(Suite en page 8)

Lénine sur le chemin de la révolution

(Suite de la page 7)

ment progressif des vaisseaux cérébraux soumis à une pression excessive et incessante. Certains mécanismes de très haute puissance ont une vie mécanique brève: leur effort exceptionnel entraîne leur précoce inutilisation.

Ce qui a tué Lénine est le processus physiologique déterminé par le travail titanique auquel il voulut s'astreindre dans les années suprêmes, et auquel il devait s'astreindre car la fonction collective exigeait que cet organe travaille à son rendement maximum et il n'y avait pas moyen de faire autrement. Avant que les résistances qui s'opposaient à l'oeuvre révolutionnaire aient usé ce magnifique instrument, il avait déjà brisé les points vitaux de la matière adverse sur laquelle il travaillait.

Lénine lui-même a écrit que la lutte n'est pas terminée même après la victoire politique, et qu'une fois la bourgeoisie abattue, nous ne pouvons nous débarrasser immédiatement de son cadavre; celui-ci se décompose autour de nous, infectant l'air que nous respirons de ses miasmes pestilentiels. Ces produits vénéneux ont eu raison du meilleur artisan de la révolution. Il fallait fournir un travail énorme pour affronter les interventions militaires et politiques de la réaction mondiale et les menées des sectes contre-révolutionnaires, pour briser la terrible étreinte de la famine provoquée par le blocus capitalistes fauteur de disette: Lénine ne pouvait ménager son organisme. A cela il faut ajouter les coups de revolver de la socialiste-révolutionnaire Dora Kaplan qui ont certainement contribué à abrégé sa vie. Nous efforçant de rester à la hauteur de l'objectivité de notre méthode, nous ne pouvons expliquer que par un phénomène semblable de pathologie sociale certaines attitudes tellement insensées et insultantes qu'elles seraient autrement incompréhensibles. Nous faisons ici allusion à celle des anarchistes italiens qui ont commenté la disparition du plus grand lutteur de la classe révolutionnaire sous le titre: *Deuil ou fête? Ces gens appartiennent eux aussi à un passé qui doit disparaître: le futurisme paranoïaque qui les caractérise a toujours été une des manifestations des grandes crises* Lénine a fait le sacrifice de lui-même pour lutter contre ces survivances dont il était entouré jusque dans la triple forteresse de la révolution victorieuse. La lutte sera encore longue, mais finalement le prolétariat vaincra, se hissant au-dessus des exhalaisons immondes d'une société de désordre et de servitude et de leur souvenir dégoûtant.

NOTRE PERSPECTIVE D'AVENIR

Au moment où Lénine disparaît, une question se pose, et nous ne l'esquiverons certes pas. La grande prévision de Lénine n'aurait-elle pas fait faillite? La crise révolutionnaire que nous avons attendue avec lui n'est-elle pas renvoyée, et pour combien de temps?

Ce n'est pas la première fois que nous entendons nos adversaires nous objecter le démenti des prévisions «catastrophiques» de nos maîtres par les faits, et les opportunistes socialistes énumèrent avec une complaisance particulière les occasions où Marx a attendu la révolution sans qu'elle vienne.

En 1847, 49, 50, 62 et 72, Marx a en effet répété sa conviction que les crises

économico-politiques du capitalisme du moment aboutiraient à la révolution sociale. Les opportunistes le rappellent en extrayant au petit bonheur des citations plus ou moins exactes du *corpus* complexe des matériaux qui constitue le marxisme; cependant, ce sont les mêmes gens qui voudraient nous présenter Marx comme un réformiste et un pacifiste; ils ne sauraient naturellement pas dire comment cela peut bien se concilier avec sa précipitation et son impatience à annoncer des catastrophes apocalyptiques. Mais laissons ces gens et voyons ce que nous pouvons dire sur la délicate question de la prévision révolutionnaire.

Si nous considérons l'activité d'un parti marxiste dans son aspect purement théorique d'étude de la situation et de ses développements, nous devons admettre qu'à condition que cette étude ait atteint son maximum de précision, il devrait être possible de dire, au moins dans les grandes lignes, si nous sommes plus ou moins proches de la crise révolutionnaire finale. Mais tout d'abord, les conclusions de la critique marxiste sont en continuelle élaboration à mesure que le prolétariat se constitue en classe toujours plus consciente, et ce degré de perfection n'est qu'une limite vers laquelle il s'efforce d'approcher. Ensuite, notre méthode, plutôt que prétendre formuler des prophéties en règle, applique de façon intelligente le déterminisme de façon à établir des résultats dans lesquels une thèse donnée est conditionnée par certaines prémisses. Plus que de savoir ce qui arrivera, il nous intéresse de savoir comment arrivera un certain processus quand certaines conditions seront réalisées, et ce qui se passera si ces conditions changent. L'affirmation fondamentale de Marx et de Lénine - que les faits n'ont jamais démentie et que nous revendiquons - est que le capitalisme crée lui-même les conditions nécessaires de la révolution prolétarienne, et que lorsque la révolution arrivera, ce ne pourra être que selon un certain processus dont une vaste critique tirée de l'expérience nous permet d'indiquer les grandes lignes.

Si nous voulions revenir ici sur la question de savoir comment l'action du parti prolétarien peut accélérer la marche des événements, il ne nous serait pas difficile de répondre. Le parti doit se préparer à savoir se comporter dans les éventualités les plus diverses. Mais comme il est lui-même une donnée empirique de l'histoire, et non pas le gardien d'une vérité absolue à l'existence de laquelle nous ne croyons pas comme à un nec plus ultra, le parti a intérêt non seulement à «savoir» qu'il devra agir de telle et telle façon et être prêt à telle et telle tâche quand la révolution arrivera, mais à «croire» qu'elle viendra le plus vite possible. L'action du parti doit être intimement pénétrée de son but, la révolution totale, et ceci longtemps à l'avance; il est donc possible de dire qu'il est «utile» que la prévision devance quelque peu les événements, à condition naturellement de ne pas commettre d'erreurs grossières dans l'appréciation immédiate des rapports de force.

L'histoire nous montre une chose: ceux qui n'ont pas cru aux révolutions ne les ont jamais faites; ceux qui les ont souvent attendues comme imminentes les ont souvent - sinon toujours - vues se réaliser. Certes, notre mouvement

serait bien le dernier à présenter le but final comme un «mythe» moteur déterminant de l'action; mais il n'est pas moins vrai que dans la considération objective et marxiste de la formation d'une psychologie des masses et des «chefs», cette exagération des probabilités révolutionnaires peut, dans d'opportunes conditions, jouer un rôle utile.

Nous ne disons pas que le chef communiste doit toujours affirmer la révolution imminente, alors qu'il la sait impossible. Bien au contraire, il faut éviter une démagogie aussi dangereuse, et surtout mettre en lumière les difficultés du problème révolutionnaire. Mais dans un certain sens, il est bon que la perspective de la révolution soit ravivée dans l'idéologie du parti et des masses, comme dans l'esprit des chefs par un rapprochement dans le temps.

Marx vécut dans l'attente de la révolution, ce qui le met à jamais au dessus des injures du révisionnisme. Après 1905, alors que les menchéviks désespéraient de la révolution prolétarienne, Lénine l'attendait pour 1906. Lénine s'est trompé, mais qu'est-ce qui est le plus important pour les travailleurs: cette erreur qui non seulement n'a amené aucun désastre stratégique, mais a assuré l'indépendance du parti révolutionnaire, ou plutôt le fait que lorsque la révolution est arrivée, avec retard si l'on veut, Lénine a su se mettre à sa tête, tandis que les menchéviks passaient honteusement à l'ennemi?

Ce n'est ni une ni plusieurs erreurs de ce genre qui peuvent diminuer la figure de Marx, et à plus forte raison de celle de Lénine qui a réellement fait «goûter» à la bourgeoisie ce qu'est une révolution. Libre aux patrons, aux anarchistes et aux socialistes de protester que «ce n'était pas une révolution»: cela ne sert qu'à les couvrir de ridicule aux yeux du plus simple prolétaire.

En conclusion la prévision de la date de la révolution n'a qu'une valeur secondaire. Ce n'est qu'un postulat nécessaire à la propagande et à l'agitation, une de ces hypothèses partiellement arbitraires qui s'imposent à toute armée en lutte puisque dans la préparation des plans, il faut bien supposer à l'avance les mouvements de l'adversaire et d'autres circonstances indépendantes de la volonté de ceux qui les dirigent.

Voulons-nous cependant savoir les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui devant nous? Les communistes du monde entier revendiquent la thèse de Lénine: la guerre mondiale a ouvert la crise révolutionnaire «finale» du monde capitaliste. Il y a peut-être eu des erreurs secondaires sur sa rapidité et sur la promptitude du prolétariat à en profiter. Mais l'essentiel de la thèse reste debout, car les faits sur lesquels elle s'appuie subsistent.

Il est possible que nous traversions une phase de dépression de l'activité révolutionnaire non tant en raison d'une stabilisation fondamentale de l'ordre capitaliste que d'une diminution de la combativité ouvrière ou d'insuccès dans la lutte. Or justement parce que cela ne dément pas les appréciations essentielles de Lénine, cela nous expose au danger d'une phase d'activité opportuniste.

Au début de *L'Etat et la révolution*, Lénine dit qu'il est fatal que les grands révolutionnaires soient falsifiés comme le furent Marx et ses meilleurs successeurs. Lénine lui-même échappera-t-il à ce sort? Certainement pas. Certes la tentative trouvera moins d'écho dans le prolétariat: instinctivement, celui-ci verra toujours dans le nom de Lénine une généreuse incitation à combattre, et non pas un symbole de doute et de défiance. Cependant nous voyons déjà tous les bourgeois du monde se consoler de l'effroi que leur causa

la solidité du régime soviétique (dont le deuil de plus de cent millions d'hommes à l'annonce de sa mort et des manifestations sans précédent dans l'histoire les ont obligé finalement à s'apercevoir) en décrivant un Lénine différent de ses idées, de sa cause, de son drapeau; un Lénine vainqueur parce qu'il aurait su reculer sur une partie du front et abandonner des parties essentielles de son programme. Nous repoussons ces compliments trompeurs; loin de croire à la sincérité des hommages venus du camp de la classe ennemie, nous n'y voyons qu'un nouvel aspect des efforts de celle-ci pour mieux venir à bout de l'idéologie du prolétariat. Autour du cercueil de Lénine s'unissent la ferveur de millions de prolétaires et la haine souvent invouée de la canaille capitaliste à laquelle il fit sentir dans le vif de sa chair l'aiguillon de la révolution, la pointe implacable qui cherche le centre vital et qui le trouve.

Cette attitude hypocrite de la bourgeoisie est certainement le prélude d'autres falsifications, provenant, elles, de sectes politiques plus ou moins proches de nous, que les militants de demain ont le devoir de combattre; et s'ils ne peuvent le faire avec le même génie que Lénine défendant les maîtres du marxisme contre les falsifications, que ce soit au moins avec la même décision.

Nous ne pouvons examiner ici la situation mondiale actuelle, ni même en tracer une esquisse. Dans plusieurs pays où prévalent des formes politiques de type fasciste, nous sommes en présence d'un recul des forces prolétariennes; mais nous n'avons pas la naïveté d'opposer à ces pays, outre la grande et glorieuse Union Soviétique, ceux où la gauche bourgeoise et la social-démocratie, avec les divers Macdonald et Vandervelde nationaux, se préparent à de nouveaux exploits. L'offensive capitaliste a été et reste un fait international; elle tente d'unifier toutes les forces anti-prolétariennes pour faire politiquement et militairement face aux menaces révolutionnaires et pour abaisser le niveau de vie des travailleurs au-delà de toute mesure.

Dans les grandes lignes, la bourgeoisie tente de combler la brèche que la guerre a faite dans la masse des richesses en diminuant la rétribution du travail. Mais le succès même de l'offensive bourgeoise dans certains pays et ses effets sur l'économie mondiale nous confirment que la perturbation du système bourgeois est irréparable. Les reprises apparentes et les expédients auxquels on a recours ne conduisent qu'à de nouvelles difficultés et à des contradictions insurmontables. Tous les pays du monde vont vers une nouvelle dépression économique (2). Pour nous limiter à un seul exemple, nous assistons à une désagrégation de la puissance financière de la France, rempart de la réaction internationale, qui a été provoquée par la crise des réparations (3). On ne peut pas dire par contre que la situation de l'économie italienne s'améliore. Même si la propagande stupide qui l'affirme était vraie, cela ne modifierait d'ailleurs pas le tableau général. Mais tout le monde sait bien qu'en Italie, les classes supérieures elles-mêmes traversent une période de malaise économique qui s'aggrave chaque jour. Plus que nulle part ailleurs, l'appareil de l'Etat s'efforce de rejeter tout le poids de la crise sur les classes travailleuses, pour sauver les grands profiteurs de l'industrie et de l'agriculture de ses effets.

La contre-offensive bourgeoise est pour nous la preuve de l'inévitabilité de la révolution, dont les classes dominantes elles-mêmes ont pris conscience. Une des supériorités de la doctrine marxiste réside dans le fait que les

classes adverses elles-mêmes ne peuvent pas ne pas en ressentir la justesse, et qu'elles agissent en conséquence, tout en répandant des avortons de doctrines contrefaites et en tentant continuellement des restaurations idéologiques à l'usage des fous. Si nous pouvions examiner les moyens utilisés par la bourgeoisie pour trouver, autant qu'elle le pouvait, des échappatoires aux fameuses «prévisions catastrophiques» jetées au visage des théoriciens du prolétariat, nous verrions qu'elle combine la méthode de la contre-attaque ouverte et des expéditions punitives à celle de la collaboration économique et politique - dont les démocrates et les sociaux-démocrates ont été et seront encore les porte-drapeaux. Cela démontre que toutes les ressources sont désormais mises en oeuvre pour la réaction et que bientôt celle-ci n'aura plus rien à opposer à la fatalité de son écroulement, même si à la victoire de la révolution elle préfère l'écroulement, avec le régime bourgeois, de toute la vie sociale humaine.

Nous ne pouvons dire ici ni quel sera le développement ultérieur, ni com-

ment il se répercutera sur la formation des phalanges de lutte du prolétariat, en butte aux violences et aux tentatives de séduction de l'adversaire. Mais toute notre expérience, toute la doctrine de classe édiflée sur celle-ci et l'immense contribution de Lénine à cette oeuvre gigantesque, nous amènent à conclure que nous n'assisterons pas à une stabilisation durable du capitalisme privé et de la domination bourgeoise. Au travers de secousses continues, nous arriverons, mais nous ne savons pas quand, au dénouement que la théorie marxiste et la révolution russe nous indiquent.

Il se peut que Lénine n'ait pas bien calculé les délais qui nous séparent de cette issue historique: nous n'en avons pas moins le droit de soutenir, avec une quantité formidable d'arguments, que dans sa marche tourmentée, l'histoire de demain «passera par Lénine», c'est-à-dire reparcourra les phases révolutionnaires de la perspective marxiste qu'il a restaurée en théorie et confirmé en pratique.

Telle est la position inébranlable que nous prendrons face à n'importe

quelle victoire momentanée des forces adverses, comme devant n'importe quelle tentative détournée de révision qui pourrait se produire demain.

Les armes théoriques, politiques et organisatives que Lénine nous lègue ont déjà fait leurs preuves dans le combat et dans la victoire, elles sont suffisamment trempées pour qu'on puisse avec elles défendre l'oeuvre de la révolution, son oeuvre.

L'oeuvre de Lénine nous montre clairement notre tâche. En suivant cet exemple admirable nous montrerons à notre tour, nous prolétariat communiste du monde, que les révolutionnaires savent tout oser au moment suprême, tout comme dans les veilles tourmentées ils savent attendre sans trahir, sans hésiter, sans douter, sans désertir ni abandonner un instant l'oeuvre grandiose: la démolition du monstrueux édifice de l'oppression bourgeoise.

(1) Allusion aux positions «gauchistes» combattues par Lénine notamment dans sa brochure sur «La maladie infantile». Voir à ce propos

notre brochure «La maladie infantile» de Lénine, condamnation des futurs renégats, «Textes du P.C. International» n° 5.

(2) La grande crise économique internationale du capitalisme éclatera 5 ans plus tard, en 1929. Mais à ce moment-là le mouvement communiste sera entièrement tombé entre les mains de la contre-révolution stalinienne.

(3) Il s'agit des «réparations» aux dommages de guerre exigées à l'Allemagne par l'impérialisme français. Pour contraindre le gouvernement allemand les troupes françaises envahirent en 1923 la région industrielle de la Rhur.

Le texte, «Lénine sur le chemin de la révolution», que nous avons publié dans plusieurs «de prolétaire» sera bientôt disponible sous forme de brochure.

Commande aux Ed. Programme

10FF - 4FS - 60FB

GUERRES ET CRISES OPPORTUNISTES

La bourgeoisie vient de fêter le cinquantième anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale et la victoire des Alliés sur les forces de l'Axe germano-nippon. Bien entendu cette guerre a été présentée, encore une fois, non comme un classique conflit inter-impérialiste, mais comme la Croisade de la Liberté et de la Démocratie contre la Barbarie fasciste. Peu importe si elle s'est terminée dans le bombardement atomique des villes japonaises de Hiroshima et de Nagasaki, villes sans importance militaire et alors que la défaite du Japon était acquise; peu importe que ces bombardements aient été précédés des gigantesques tueries de civils dans les épouvantables bombardements «classiques» de Tokyo, de Hambourg ou de Brême. Peu importe que le jour de la victoire ait été aussi le jour des massacres des Aurés où des dizaines de milliers d'algériens ont péri pour sauvegarder la domination française sur ce pays, inaugurant l'ère des guerres coloniales. Non, les seuls crimes dont le devoir de mémoire doit garder la trace sont ceux commis par l'impérialisme allemand et ses alliés. Les crimes commis par les Démocraties victorieuses sont absous par définition.

Pour illustrer l'analyse marxiste de cette guerre, nous publions ci-dessous un court extrait de notre texte classique «Guerres et crises opportunistes» (Textes du P.C.Int. n°4), écrit à la fin du conflit.

A vingt ans de distance, lors de la seconde guerre impérialiste, la propagande qui disposait de moyens encore plus imposants que lors du premier conflit pour emprisonner l'idéologie des classes prolétariennes, présenta la situation mondiale de façon tout à fait analogue à celle de 1914. Cette fois encore elle travailla des deux côtés du front à susciter artificiellement un mirage qui devait pousser la classe ouvrière à abandonner tout idéal de lutte sociale et à unir ses forces à celles des Etats dominants au nom de la solidarité nationale.

Fascistes, nazis et démocrates se sont battus avec, en substance, les mêmes mots d'ordre: le concept de peuple remplaçait partout le concept de classe; partout on assista à la combinaison de tous les partis nationaux pour l'effort de guerre.

(...) Dans le camp démocratique, le fantôme de 1914 a été habilement ressuscité avec les ressources accrues dont la technique moderne a doté la propagande; Guillaume II est remplacé par l'Axe nazi-fasciste et les figures grotesques de Mussolini nouvelle version et du dictateur Hitler dont les troubles mentaux seraient devenus les moteurs de l'histoire à la place des oppositions d'intérêt économique et des privilèges sociaux; mais le prolétariat mondial n'aurait pas d'autre devoir que de se ranger tout entier d'un deux côtés du front: d'un côté, il devrait être soldat discipliné, de l'autre défaitiste révolutionnaire; bien entendu on trouve dans l'autre camp la propagande exactement inverse.

Le problème est d'une immense portée, mais nous affirmons sans hésitations que le prolétariat ne pourra retrouver son orientation politique de classe que s'il balaie impitoyablement

ce gigantesque amas de falsifications.

Il faut choisir: ou bien la défense d'une série de conquêtes menacées par le fantôme de la «réaction» fasciste est un devoir commun à tous les hommes modernes, de quelque condition qu'ils soient, et cette menace justifie qu'on renonce à toute lutte de classe et toute révolution, ou bien on reste fidèle au système de thèses sur lequel s'est édifié le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière et qui, à maintes reprises, a servi de cadre et de tremplin à l'action historique du prolétariat. Si ce mouvement peut encore se reconstituer et se préparer à de nouvelles batailles, ce sera seulement en se libérant, nationalement et internationalement, des doctrines de solidarité de classe fondées d'une part sur les mystiques de la patrie et de la race, et de l'autre sur celles du libéralisme à usage interne et externe dont certains pays seraient sois-disant les dépositaires en raison de leurs traditions d'honnêteté et de gentilhommerie politiques.

(...) Lors de la seconde guerre mondiale, l'opportunisme victorieux dans les rangs de la IIIe Internationale a donné un mot d'ordre beaucoup plus défaitiste que celui des sociaux-démocrates démasqués par Lénine. Selon le plan des nouveaux opportunistes, la bourgeoisie obtient non seulement une trêve de classe pendant toute la guerre jusqu'à la défaite du monstre nazi, mais même une collaboration directe aux gouvernements nationaux et aux nouveaux organismes internationaux pour toute la période historique suivante, dont on n'entrevoit pas le terme. Pendant toute cette période, le prolétariat mondial devrait veiller en compétition avec toutes les institutions de l'ordre établi à ce que le péril fasciste ne renaisse pas, collaborant par ailleurs à la

reconstruction du monde capitaliste dévasté par la guerre (la guerre de l'Axe bien entendu). Donc l'opportunisme ne promet même plus de revenir à une action autonome après le conflit.

Cette collaboration à la reconstruction et à l'accumulation capitaliste n'est en réalité que le plus féroce asservissement des travailleurs à une double extorsion: celle qui engendre le profit normal et celle qui ira reconstituer la valeur colossale du capital détruit.

Cette phase coûtera plus aux classes dominées à d'autres égards que la guerre ne leur a coûté de sang, et la nouvelle organisation internationale à laquelle la bourgeoisie veut assurer l'appui du prolétariat sous prétexte de garantir la sécurité et la paix sera le premier exemple d'un appareil mondial de conservation destiné à perpétuer l'oppression économique et à briser toute tentative révolutionnaire.

Un parti communiste internationaliste aurait aujourd'hui les mêmes tâches que les groupes de la IIe Internationale qui luttèrent de 1914 à 1919 contre l'opportunisme. Dans l'édification de son programme politique, il aura à préciser ses jugements et ses opinions sur tous ces phénomènes qui dominent le tournant historique que nous traversons, en cohérence parfaite avec les traditions du marxisme révolutionnaire.

(...)

Face à cette nouvelle forme du monde capitaliste, le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas regretter la fin de l'époque de tolérance libérale, d'indépendance et de souveraineté des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions: l'action révolutionnaire, de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dressât la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte; l'action révolutionnaire qui regroupât les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par-dessus les frontières, en temps de paix comme en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes.

le prolétaire
organe du parti communiste international
(programme communiste)

**Lénine sur
le chemin
de la
révolution**

21

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
10FF - 4FS - 60 FB

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse
Comalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 12 rue du
Pont, 1003 Lausanne

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110
Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 L. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 L. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 L / £3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 L / 80 DM / £25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 L / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 L / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 L / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 L / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 L / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

ITALIE: QUEL AVENIR POUR LA CLASSE OUVRIERE?

(tract diffusé à l'occasion des mouvements de protestation contre les projets gouvernementaux de réforme du système des retraites)

PROLETAIRES!

Comme toute une série de garanties qui semblaient acquises à jamais, les retraites sont abattues à coups de hache meurtriers. Nous le savons tous désormais. C'est le gouvernement Amato qui a commencé en 1992 avec la première réforme du système des retraites; puis le gouvernement Ciampi, qui sanctionna la disparition définitive de l'échelle mobile, a continué, et c'est maintenant le gouvernement Dini qui se fixe l'objectif d'asséner un coup décisif à ce qui représente pour les patrons un «coût superflu», le fameux «salaire différé».

LE SYSTEME DES RETRAITES (70% du salaire après 35 ans d'exploitation) VA DEVENIR UN SOUVENIR DU PASSE, COMME L'EST DEJA L'ECHELLE MOBILE, ET COMME CE SERA DEMAIN LE CAS DU SYSTEME D'ALLOCATION DE CHOMAGE (cassa integrazione), DE L'ASSISTANCE MEDICALE, DES PENSIONS D'INVALIDITE, DES ARRETS MALADIE, etc.

Les patrons exercent une pression grandissante sur la classe des travailleurs salariés afin d'extorquer toujours plus de travail, plus d'heures travaillées par personne, une plus grande quantité de travail en des temps toujours plus réduits.

Les patrons disent que ce sont les exigences d'un marché où la concurrence internationale se fait plus dure qui réclament une productivité plus grande de chaque salarié: et là ils ont raison! C'est la raison de leurs profits!

Les syndicats tricolores, collaborationnistes, disent que les exigences du marché sont plus fortes que la volonté des patrons et que les désirs des travailleurs; et que par conséquent il n'est pas possible de faire autrement que d'accepter de nouveaux sacrifices du point de vue du salaire et des emplois, pour que l'économie nationale, l'économie des entreprises individuelles, puissent demain redémarrer, rendant ainsi possible une nouvelle expansion économique qui donnera un travail et de meilleures conditions à tous. Là les syndicats tricolores ont complètement tort!

Le point de vue des patrons est logique: ils pensent exclusivement à leurs propres intérêts, qui se résument dans un objectif économique principal, le plus grand profit possible au moindre coût possible, et un objectif social fondamental, le maintien de la société humaine sous les lois du capital grâce auxquelles ils dominent cette société.

Le point de vue des syndicats tricolores se présente faussement comme celui des travailleurs salariés puisqu'il est déterminé directement par les intérêts généraux de la classe des patrons, de la classe des capitalistes; les syndicats tricolores soutiennent les mêmes objectifs économiques et sociaux que les patrons: maintien des profits et maintien de la société sous les lois du capitalisme. Ils se différencient en général des patrons sur le type de politique à suivre vis-à-vis des travailleurs pour faire passer sur leur dos exactement les

mêmes exigences du capital et donc du patronat. Les syndicats collaborationnistes gèrent pour le compte de la classe des capitalistes le contrôle social du prolétariat. Dans cette fonction ils doivent essayer toutes les possibilités, toutes les manoeuvres pour faire passer la politique patronale dans la classe prolétarienne, y compris la manoeuvre des grèves «d'opposition», des grèves «dures», des manifestations contre les aspects les plus saillants des mesures et leurs rythmes d'application qui retentissent profondément sur le niveau de vie de la grande masse des travailleurs salariés. Dans cette fonction les syndicats tricolores s'efforcent avec diligence de trouver les solutions les plus opportunes pour satisfaire les exigences du patronat, exigences qui sont bien exprimées de manière générale auprès desquels ces syndicats jouissent de la considération accordée aux fidèles alliés.

Dans les usines et dans chaque lieu de travail les moindres étincelles d'opposition au patronat sont étouffées pour laisser la place à la paix sociale et à la collaboration avec la direction. Face à la grêle de mesures anti-prolétariennes les syndicats appellent les travailleurs à collaborer encore plus avec le patron et avec le gouvernement, et s'il le faut ils appellent à faire grève pour faire passer ces mesures de la façon qu'ils jugent la plus opportune pour le maintien de la paix sociale. Les syndicats jouent ainsi de façon toujours plus précise leur rôle de véritables argousins sur les lieux de travail, de véritables gardiens du bon fonctionnement économique de l'entreprise et de la discipline productive imposée par le patron. Les nouvelles «Représentations Syndicales Unitaires» ne s'occuperont plus du salaire, du temps de travail et de la sécurité sur le lieu de travail (et pourtant les accidents de travail y compris mortels ne cessent d'augmenter), mais elles s'occuperont du contrôle direct de la force de travail pour le compte du patronat auquel elles suggéreront comment mieux l'exploiter pour obtenir plus de profits.

MAIS CE QUI A ETE JUSQU'ICI ENLEVE AUX TRAVAILLEURS SALARIES ET CE QUI EST EN TRAIN DE LEUR ETRE PRIS NE SUFFIRA PAS A LA CLASSE DES PATRONS. A LA VORACITE NATURELLE DES CAPITALISTES S'AJOUTE LA NECESSITE POUR EUX D'AUGMENTER L'EXPLOITATION DE LA FORCE DE TRAVAIL S'ILS VEULENT ETRE COMPETITIFS AVEC LA CONCURRENCE SUR LE MARCHE. C'EST EN RAISON DE CE MOUVEMENT CONTINUELLEMENT ALIMENTE PAR LA CONCURRENCE CAPITALISTE QUE L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS SALARIES NE CONNAITRA JAMAIS DE FIN TANT QU'EXISTERA LA SOCIETE BOURGEOISE CAPITALISTE.

L'AUGMENTATION DU CHOMAGE ET LA MISERE CROISSANTE SONT LES DEUX PHENOMENES GENERAUX QUI ACCOMPAGNENT LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME. Les prolétaires ont la possibilité de résister à la pression toujours plus forte des capitalistes à la seule condition d'OPPOSER UNE LUTTE DE RESISTANCE QUOTIDIENNE AU PATRONAT ET DONC AU CAPITAL. Si les prolétaires renoncent à la lutte de défense de leurs seuls intérêts immédiats de classe, dans l'illusion d'obtenir

en échange des conditions de vie et de travail meilleures, ils ne font que remettre entre les mains de leur ennemi de classe - les capitalistes avec toute leur suite de larbins politiques et syndicaux - leur sort, leur avenir. Et l'avenir que le capitalisme prépare au prolétariat est fait de LARMES et de SANG, d'EXPLOITATION BESTIALE et de MISERE CROISSANTE, de DESEPOIR et de MORT sur le lieu de travail, dans la rue ou à la guerre.

Les conquêtes que le prolétariat avait accumulées par ses luttes passées, que ce soit en termes de niveau de vie que de conditions de travail et de «garanties sociales», sont démantelées. Les unes après les autres. Dans cette oeuvre de démantèlement le rôle des syndicats collaborationnistes est essentiel: faire confiance à ces vendus est comme demander pitié au boa.

Et alors: quelle est la perspective pour le prolétariat?

LE PROLETARIAT N'A D'AUTRE PERSPECTIVE QUE LA LUTTE, L'ORGANISATION ET LA DEFENSE DE LA LUTTE.

- Rejeter les règles et les mécanismes pacifistes et démocratiques imposés par le collaborationnisme syndical qui permettent au patronat, et donc à la classe dominante bourgeoise, de brider les poussées adverses de la classe ouvrière en la canalisant vers des protestations inoffensives et impuissantes,

- Recommencer à lutter directement, à lutter pour ses propres besoins à partir du lieu de travail, en s'organisant pour la défense du salaire, de la santé et de l'environnement du travail, des systèmes de sécurité et de prévention des accidents du travail; lutte en dehors de l'influence des syndicats tricolores et des RSU qui en émanent, avec des organismes de lutte indépendants, élus directement par les travailleurs, avec des représentants révocables à tout moment et qui répondent exclusivement aux intérêts prolétariens.

- Empêcher par la lutte organisée et solidaire que les patrons intensifient la discipline et le despotisme d'entreprise, et qu'ils rendent les règlements sur le travail semblables à des règlements militaires.

- Rejeter la flexibilité de l'horaire de travail qui représente un recul par rapport à la conquête des 8 heures de travail et de la semaine de 5 jours. Au contraire la lutte doit chercher à REDUIRE LE PLUS POSSIBLE, à 6 ou 4 heures la journée de travail A PARITE DE SALAIRE, répondant ainsi à l'intensification massive des rythmes et de la charge de travail par ouvrier.

Recommencer à lutter pour ses propres intérêts en tant que prolétaire, en tant que sans-réserve, reconquérir confiance dans sa propre lutte et dans sa propre organisation de classe, retisser dans les rangs ouvriers la solidarité de classe, cela signifie aujourd'hui:

DEFENDRE LES CONDITIONS ELEMENTAIRES DE VIE POUR NE PAS TOMBER A DES NIVEAUX D'EXPLOITATION PIRES ENCORE et cela deviendra demain LA PREMISE INDISPENSABLE POUR RECONSTRUIRE UN FORT SYNDICAT DE CLASSE!

Dans la perspective de la reprise de la lutte classiste, durable et non épisodique, il faut recommencer à lutter sur des plate-formes mêmes minimales centrées sur la défense des conditions de

travail supportables pour ce qui est des rythmes, du cadre de travail, de la sécurité, du salaire et de l'opposition au despotisme d'entreprise toujours plus pressant. Il faut élire des représentants syndicaux de confiance, et de toute façon révocables à tout moment, hors des règles prescrites par les syndicats CGIL-CISL-UIL. Quand les conditions de la lutte ouvrière et syndicale de défense des intérêts ouvriers immédiats sont étouffées par le collaborationnisme et le patronat, doivent se former des organismes de lutte classistes dans l'usine et hors de l'usine, indépendants de la politique et de la structure du collaborationnisme syndical et politique, dans lesquels les prolétaires peuvent discuter de leurs seuls intérêts propres et peuvent organiser leur lutte. Ce sont les premiers pas pour que le prolétariat reprenne confiance dans sa force et dans ses objectifs, pour qu'il soit possible de commencer à s'opposer efficacement à la pression patronale et aux mesures anti-prolétariennes des gouvernements bourgeois.

Les communistes révolutionnaires, qui ne sont pas des constructeurs de syndicats ouvriers, sont les partisans les plus résolus de l'associationnisme ouvrier classiste et ils sont toujours prêts à donner leur contribution pratique afin que les prolétaires unissent leurs forces pour s'opposer à la pression patronale et bourgeoise dans la vie quotidienne et sur le lieu de travail, hors de toute logique d'accommodement avec les exigences du profit et de toute orientation de collaborationnisme inter-classiste et de paix sociale.

P. C. INTERNATIONAL
(IL COMUNISTA)

A paraître prochainement:

«el programa comunista»
Numero 43

SOUSCRIPTION PERMANENTE
2e liste 1995

A.B.: 600,00 / Amiens: 150,00 /
Biella: 25,00 / Baltimore: 132,00 /
Franck: 200,00 / Roger: 560,00 /
Rocheport: 12,00 /
Total liste: 1679 F. Total général:
6175 F.

IL COMUNISTA
(Bimestriale)
No 45 - Aprile 1995

-Centro-destra, centro-sinistra, espressioni del «fascismo democratico» caratteristico della nostra epoca
-Come il collaborazionismo sindacale chiama i proletari a lottare per le esigenze del capital
-Quale futuro per la classe operaia?
-Materiali sul bilancio politico delle crisi interne di partito
-Lotte operaie nel mondo: India, Indonesia e Corea del sud
-Punti sulla lotta immediata sugli organismi proletari indipendenti
-La Turchia su di un vulcano
-Il sisma di Kobe, una catastrofe naturale aggravata dal capitalismo
-Cecenia: imperialismo russo fuori dal Caucaso!